



Ligue des
droits et libertés



RAPPORT
D'ACTIVITÉS
2021
2022

Table des matières

MOT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	4
À PROPOS DE LA LDL	6
Mission	6
Champs d'action	6
1. RÉALISATION DES PRIORITÉS 2021-2022	7
1.1 La crise sanitaire de la COVID-19	7
1.2 Dossiers prioritaires d'intervention politique	8
1.2.1 Racisme systémique, exclusion sociale et laïcité de l'État	8
1.2.2 Mécanismes de surveillance des pratiques policières	8
1.2.3 Liberté d'expression, droit de manifester et profilage politique	10
1.2.4 Droits des personnes en détention et enjeux carcéraux	11
1.2.5 Droits économiques, sociaux et culturels (DESC) et orientations en matière de politiques et de programmes sociaux	12
1.3 Dossiers d'intervention politique de veille et d'interventions ponctuelles	14
1.3.1 Droits des peuples autochtones	14
1.3.2 Environnement et droits humains	14
1.3.3 Surveillance des populations, protection de la vie privée et mesures antiterroristes	14
1.3.4 Migration et droits des personnes réfugiées, sans statut ou à statut précaire	16
1.3.5 Régime québécois de protection des droits de la personne – Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	16
1.4 Développement de la LDL	16
1.4.1 Consolidation de la santé financière de la LDL	16
1.4.2 Rendre le discours sur les droits humains plus accessible dans l'espace public	17
1.4.3 Organisation du 60 ^e anniversaire de la LDL	18
2. PARTICIPATION À DES COALITIONS OU REGROUPEMENTS SUR DES ENJEUX DE DROITS	19
2.1 Coalition BDS-Québec (Boycott Désinvestissement Sanctions)	19
2.2 Coalition de surveillance internationale des libertés civiles (CSILC)	19
2.3 Collectif Échec à la guerre	20
2.4 Front commun pour la transition énergétique	20
2.5 Observatoire des profilages	20
2.6 Action communautaire autonome et défense collective des droits	21
2.7 Table de concertation des organismes de défense de droits – volet charte	21
2.8 Coalition d'action et de surveillance sur l'incarcération des femmes au Québec	21
3. PROMOTION DES DROITS	22
3.1 Revues	22
3.2 Outils Imprimés ou numériques	22
3.3 Activités publiques	22
3.4 Autres activités	23
3.5 Ateliers	23

4. VIE ASSOCIATIVE	24
4.1 Conseil d'administration et conseil exécutif	24
4.2 Militants et militantes	24
4.3 Permanence	24
4.4 Section régionale	24
4.5 Fédération internationale pour les droits humains (FIDH)	24
5. SECTION DE QUÉBEC DE LA LDL : RAPPORT D'ACTIVITÉS 2021-2022	25
6. GOUVERNANCE	27
6.1 Instances	27
6.1.1 Conseil exécutif	27
6.1.2 Conseil d'administration	27
6.1.3 Équipe de la permanence	27
6.2 Comités de travail	28
Comité liberté d'expression, droit de manifester et profilage politique	28
Comité surveillance des populations, protection de la vie privée et mesures antiterroristes	28
Comité racisme systémique, exclusion sociale et laïcité de l'état	28
Comité environnement et droits humains	28
Comité droits des peuples autochtones	28
Comités pratiques policières	28
Comité droit à la santé	29
Comité enjeux carcéraux et droits des personnes en détention	29
6.3 Autres comités	29
Comité d'encadrement de la tournée règlements municipaux et droit de manifester	29
Comité revue <i>Droits et libertés</i> automne 2021	29
Comité revue <i>Droits et libertés</i> printemps 2022	29
7. ANNEXE 1 LISTE DES COMMUNIQUÉS, INTERVENTIONS POLITIQUES ET JURIDIQUES, PUBLICATIONS, REPRÉSENTATIONS ET ÉVÉNEMENTS EN 2021-2022	30
Communiqués et interventions médiatiques	30
Interventions politiques et juridiques	34
I. Interventions devant les instances canadiennes, québécoises et autres	34
II. Lettres et campagne de lettres	35
III. Appuis	37
IV. Autres formes d'intervention, y compris indirectes	39
Publications	39
I. Revue	39
II. Outils de sensibilisation	39
III. Infolettre	39
IV. Vidéos	39
V. Carnets	39
Représentations	40
Ateliers de formation	40
Conférences, Webinaires, séminaires, tables rondes, événements	41

MOT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Pandémie, solidarités et démocratie

L'année 2021-2022 à la Ligue des droits et libertés (LDL), comme la précédente, a été marquée par la pandémie. Alors que nous apprenions tant bien que mal à « vivre avec le virus » et à se protéger, comme à protéger les autres, le gouvernement Legault renforçait sa stratégie répressive, basée sur la seule responsabilité individuelle plutôt que sur la responsabilité collective, sans considérer l'impact de ses actions sur les droits humains. L'absence de transparence, le manque de délibération et la gestion autoritaire des autorités provinciales ont entraîné des conséquences concrètes, particulièrement sur les groupes marginalisés ou vulnérabilisés. Pensons à l'instauration de couvre-feu, au profilage racial et social aboutissant à de nombreux constats d'infraction¹, à la limitation du droit de manifester, au déni de droits des personnes incarcérées ou en situation d'itinérance, etc.

Malgré les demandes répétées de la LDL et d'autres groupes, le gouvernement est resté insensible aux graves conséquences de la prolongation de l'état d'urgence sur les conditions de vie de nombreux groupes marginalisés, mais aussi à ses effets délétères sur notre démocratie. Outre l'importance de continuer à demander la fin effective et immédiate de l'état d'urgence (sans son prolongement à travers un projet de loi trompeur²), nous devons nous pencher sur cette difficulté à faire fonctionner l'appareil démocratique et exiger des moyens pour mettre fin à ce déficit démocratique, grandement accentué par la gestion de la COVID-19. Notons que, en plus de l'impossibilité de se prononcer démocratiquement sur les questions touchant la pandémie, d'autres dossiers ont pâti de ces dysfonctionnements et de l'absence de participation citoyenne. En effet, durant cette dernière année, tout semblait tourner autour de la gestion de la pandémie sur laquelle nous avons peu de prise, alors que d'autres urgences comme la crise environnementale, le système de santé au bout du rouleau, les inégalités scolaires ou les crises du logement, restaient sans réelle attention ni réponse et étaient abordées par les mêmes logiques : l'arbitraire, le paternalisme, la non-transparence, le manque de délibération.

Par ailleurs, la COVID-19 a durablement affecté nos capacités à nous mobiliser et à nous solidariser. Une certaine passivité, comme la montée du populisme et la polarisation des discussions publiques, ont aussi infiltré la vie politique québécoise. (Ré)apprendre à tisser des liens solidaires (au-delà de la distanciation sociale et des discours sur la responsabilité individuelle); voilà un des grands défis des prochaines années! En effet, la pandémie a mis en évidence des constats qu'on a trop souvent tendance à ignorer : si quelqu'un-e est privé-e de droits, ce sont les droits de tous et toutes qui sont en danger; et, dans la même perspective, si un droit est bafoué,

¹ Observatoire des profilages (mars 2022). *Une approche punitive alarmante face à la pandémie de COVID-19 : analyse des données policières*. En ligne :

<https://www.observatoiredesprofilages.ca/wp-content/uploads/2022/03/Une-approche-punitiv-alarman-te-face-a-la-pandemie-de-COVID-19-analyse-des-donnees-policieres.pdf>

² Voir le mémoire de la LDL : *Mémoire : Le PL28 est une illusion, l'état d'urgence continue* (avril 2022). En ligne : <https://liguedesdroits.ca/memoire-le-pl-28-est-une-illusion-letat-durgence-continue/>

ce sont l'ensemble des droits qui seront affectés. C'est à travers ces solidarités, cette capacité de s'organiser ensemble que nous pourrons véritablement agir en fonction de ces interdépendances.

L'année 2022-2023 marquera le 60e de la LDL sur le thème *Droits en mouvements*. Cette réflexion sur solidarités et interdépendances traversera les célébrations et éclairera les accomplissements de la LDL depuis 1963. Plusieurs activités sont prévues pour souligner ce passé, mais aussi pour avancer vers l'avenir alors que partout dans le monde, les projets de société basés sur les droits humains restent des utopies fragiles, difficiles à faire advenir, mais plus que jamais nécessaires. C'est d'ailleurs dans la perspective de poursuivre ce travail déterminé, continu et transformateur que nous dédions humblement ce rapport d'activités à Lucie Lemonde qui nous a quitté-e-s cette année³.

³ Pour en savoir plus sur l'engagement de Lucie Lemonde au sein de la LDL : [Annonce du décès de Lucie Lemonde - La perte d'une militante des droits humains exceptionnelle - Ligue des droits et libertés](#)

À PROPOS DE LA LDL

MISSION

Fondée en 1963, la LDL est un organisme qui vise à faire connaître, à défendre et à promouvoir l'universalité, l'indivisibilité et l'interdépendance des droits reconnus dans la Charte internationale des droits de l'Homme. La LDL est affiliée à la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH).

Depuis sa fondation, ses actions visent l'ensemble de la population, de même que certains groupes placés, selon différents contextes, en situation de vulnérabilité : personnes réfugiées et immigrantes, personnes autochtones, personnes en situation de handicap, personnes incarcérées, personnes racisées, etc.

Tant sur la scène nationale qu'internationale, la LDL prend position et intervient auprès des instances gouvernementales ou autres pour dénoncer des situations de violation de droits humains. Elle mène des activités d'information, de formation et de sensibilisation visant à faire connaître le plus largement possible les enjeux de droits humains pouvant se rapporter à l'ensemble des aspects de la vie en société.

CHAMPS D'ACTION

En 2021-2022, les dossiers suivants étaient prioritaires, c'est-à-dire que la permanence y a participé activement :

- Racisme systémique, exclusion sociale et laïcité de l'État ;
- Mécanismes de surveillance des pratiques policières;
- Liberté d'expression, droit de manifester et profilage politique ;
- Droits des personnes en détention et enjeux carcéraux;
- Droits économiques, sociaux et culturels (DESC), notamment le droit à la santé, et les orientations de l'État en matière de politiques et de programmes sociaux, notamment en ce qui concerne la protection sociale;
- Travaux de préparation du 60e anniversaire de la LDL dans la perspective de souligner avec envergure le travail de la LDL et les luttes pour les droits et libertés au Québec.

Les dossiers suivants étaient de veille et d'interventions ponctuelles, davantage portés par les militant-e-s:

- Droits des peuples autochtones ;
- Environnement et droits humains ;
- Surveillance des populations, protection de la vie privée et mesures antiterroristes ;
- Migration et droits des personnes réfugiées, sans statut ou à statut précaire;
- Régime québécois de protection et de promotion des droits de la personne et Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec.

Pour une deuxième année consécutive, toujours en insistant sur l'interdépendance des droits, la LDL a poursuivi ses interventions publiques sur la gestion de la pandémie de COVID-19 et l'état d'urgence sanitaire, leurs conséquences sur les droits humains ainsi que sur les processus démocratiques. La LDL, notamment avec sa [déclaration](#) signée par plus de 125 organisations, a continué à demander la levée de l'état d'urgence au Québec.

1. RÉALISATION DES PRIORITÉS 2021-2022

1.1 LA CRISE SANITAIRE DE LA COVID-19

La gestion de la crise sanitaire et ses impacts sur les droits humains a continué d'occuper une place importante dans le travail de la LDL cette année. La pandémie a mis en lumière la facilité avec laquelle le gouvernement peut mettre de côté les droits humains dans ses prises de décision. Alors que l'on commence à parler de *l'après-COVID*, il devient clair que certains impacts de la pandémie sur l'ensemble des droits humains demeureront présents pour des années encore, même après la fin des mesures sanitaires.

La LDL a été active tout au long de l'année pour dénoncer les diverses stratégies du gouvernement pour contenir la pandémie sans reconnaître sa part de responsabilité et sans entreprendre de changements structurels profonds dans le système de santé et de services sociaux. Depuis le début

de la pandémie en mars 2020, la LDL a toujours reconnu la nécessité d'adopter des mesures sanitaires individuelles et collectives, et a appelé à faire la distinction entre les mesures et leurs modes d'adoption.

« Le maintien de l'état d'urgence sanitaire, alors que la population du Québec se dirige vers une nouvelle normalité, équivaut à un bâillon démocratique. Les grands enjeux de droits humains sont ainsi éclipsés. »

(Déclaration, *Il faut mettre fin à l'état d'urgence au Québec*, 26 mai 2021)

Dans ses interventions publiques, la LDL a entre autres dénoncé des obligations vaccinales détournées comme le passeport vaccinal ainsi que les mesures-spectacles paternalistes et contrôlantes comme le couvre-feu, car leur utilité et nécessité n'avaient pas été démontrées alors que leurs

effets délétères sur les droits humains, particulièrement les populations marginalisées, étaient avérés. La LDL a aussi dénoncé l'identification des personnes non vaccinées comme boucs émissaires de la transmission communautaire du virus, les restrictions au droit de manifester autour de certains établissements publics et, encore plus important, la persistance avec laquelle le gouvernement s'accroche aux pouvoirs que lui confère l'état d'urgence sanitaire. La LDL s'est aussi exprimée dans une perspective d'interdépendance des droits sur de nombreux enjeux liés à la pandémie, notamment le droit au travail et les conditions de travail, l'éducation et la fracture numérique. Le 26 mai 2021, la LDL a lancé une déclaration demandant la fin de l'état d'urgence sanitaire et des mesures antidémocratiques qui en découlent. Celle-ci a été signée par 128 organisations de la société civile.



Le 6 avril 2022, la LDL s'est opposée au projet de loi 28, *Loi visant à mettre fin à l'état d'urgence sanitaire*, lors des consultations particulières tenues par la Commission de la santé et des services sociaux. La LDL a dénoncé le fait que le projet de loi 28 ne vise pas à mettre fin à l'état d'urgence, mais plutôt à prolonger de plusieurs mois certains arrêtés ministériels. Dans son [mémoire](#), la LDL a demandé la levée effective et immédiate de l'état d'urgence ainsi que la mise en place d'un véritable mécanisme de reddition de compte concernant la gestion de l'état d'urgence et de la crise sanitaire.

Le travail assidu et constant des militant-e-s et de la permanence a permis de suivre les multiples décisions et revirements de situation, et d'en évaluer les impacts sur les droits et libertés. La LDL a multiplié les interventions médiatiques et auprès des autorités pour demander que les mesures de gestion de la crise sanitaire soient transparentes et fassent l'objet d'une analyse des impacts sur les droits humains. La LDL s'est aussi impliquée auprès de la Coalition amnistie tickets COVID-19 (voir section 2.5).

Pour sensibiliser la population aux enjeux de droits humains liés à la pandémie, la LDL a publié 13 communiqués de presse et elle a fait publier six lettres ouvertes différentes. Pendant la dernière année, la LDL est intervenue à 90 occasions dans les médias imprimés, numériques, à la télévision et à la radio incluant des mentions dans des articles, des éditoriaux et des chroniques ainsi que des entrevues et des reportages.

Au sein d'une coalition syndicale, la LDL a également collaboré à la mise en place d'un colloque se penchant sur l'après-pandémie et les opportunités d'interventions gouvernementales dans la lutte aux inégalités sociales. Le colloque, intitulé [*Après la pandémie : austérité, relance ou transition?*](#), a eu lieu les 16 et 17 février 2022.

1.2 DOSSIERS PRIORITAIRES D'INTERVENTION POLITIQUE

1.2.1 RACISME SYSTÉMIQUE, EXCLUSION SOCIALE ET LAÏCITÉ DE L'ÉTAT

Plusieurs outils d'information et de sensibilisation ont été mis à jour cette année. L'obtention d'une subvention du Programme Montréal interculturel (PMI) a permis de travailler à la traduction en anglais de la capsule *Le racisme systémique... Parlons-en !*. Celle-ci sera disponible au cours du printemps 2022. Des sous-titres en plusieurs autres langues seront aussi été intégrés à la vidéo mise en ligne sur le compte YouTube de la LDL. Une révision du contenu de la brochure *Le racisme systémique... Parlons-en!* a aussi été réalisée. La LDL a également poursuivi son offre d'ateliers visant à faire reconnaître l'existence du racisme systémique et à en comprendre les rouages.

Le 25 janvier 2022, dans le cadre du cinquième anniversaire des attentats de la Grande mosquée de Québec, le comité a organisé une conférence en ligne sur l'islamophobie au Québec. Pour l'occasion, les panélistes Maryam Bessiri, Monia Mazigh et Khaoula Zoghliami ont discuté des formes que l'islamophobie a historiquement prises au Québec et comment la construction de la personne musulmane comme « Autre » s'est construite. L'événement était coanimé par Fella Hadj-Kaddour et Catherine Descoteaux.

ATELIERS SUR LE RACISME SYSTÉMIQUE

10 ateliers offerts

200 personnes rejointes

La LDL a continué de suivre la mise en œuvre des recommandations du rapport de la consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques de l'Office de consultation publique de Montréal. La LDL a par ailleurs été invitée par la Commission du développement social et de la diversité montréalaise le 8 juin 2021 à une consultation portant sur les mécanismes de reddition de compte dans la mise en œuvre des recommandations du rapport.

1.2.2 MÉCANISMES DE SURVEILLANCE DES PRATIQUES POLICIÈRES

1.2.2.1 BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES

La LDL a poursuivi son travail de veille des activités du Bureau des enquêtes indépendantes (BEI) sur la base de son rapport *Regards critiques sur les trois premières années d'activité du BEI*, réalisé en 2020 en collaboration avec la Coalition contre la répression et les abus policiers (CRAP). La LDL a notamment réagi publiquement au déclenchement tardif par le BEI d'une enquête dite

« Au Québec, le BEI n'est pas indépendant de la police. Le BEI doit être réformé en profondeur pour assurer la confiance de la population dans ses enquêtes »

(Communiqué de presse, 7 décembre 2021)

indépendante quatre mois après une intervention policière du Service de police de la Ville de Québec (SPVQ). La LDL a aussi souligné par voie de communiqué le premier anniversaire de la publication du rapport. Elle a réagi à plusieurs recommandations du Comité consultatif sur la réalité policière qui risquent de miner la mission première du BEI. Lors de ces communications, nous avons rappelé que le BEI n'est pas un organisme d'enquête

indépendant, transparent et impartial et qu'une réforme en profondeur est nécessaire.

1.2.2.2 ENQUÊTES PUBLIQUES DU CORONER

La LDL a assisté en juin 2021 à la fin de l'enquête publique du coroner sur le décès de Pierre Coriolan, tué le 27 juin 2017 lors d'une intervention policière du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Deux nouvelles enquêtes auront lieu en 2022 pour faire la lumière sur les causes et les circonstances des décès de Riley Fairholm lors d'une intervention de la Sûreté du Québec (SQ) le 25 juillet 2018 et de Koray Kevin Celik lors d'une intervention du SPVM le 6 mars 2017.

Nous avons poursuivi cette année les démarches auprès du ministère de la Sécurité publique pour que le gouvernement adopte enfin le règlement prévu depuis 2013 aux articles 125.1 et 168.1 de la *Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès*. Celui-ci doit prévoir les montants, les conditions d'admissibilité et les modalités de versement d'une aide financière destinée aux familles des personnes tuées par la police, lorsque celles-ci sont reconnues comme parties intéressées dans le cadre d'enquêtes publiques du coroner.

En concertation avec les familles des victimes, nous avons poursuivi les démarches visant à obtenir un règlement qui assurera le droit à la représentation des familles. Nous avons ainsi multiplié les correspondances avec le ministère et lui avons fait parvenir en mai 2021 une lettre co-signée par 60 organisations. La ministre de la Sécurité publique, Geneviève Guilbault, a déposé un projet de règlement dans la Gazette officielle le 20 avril 2022. La LDL entend transmettre ses commentaires sur celui-ci.

1.2.2.3 INTERPELLATIONS POLICIÈRES ET PROFILAGES

Nous poursuivons nos réflexions et nos actions sur la problématique des interpellations policières. La LDL est d'avis qu'un moratoire sur cette pratique s'impose partout au Québec, en raison des atteintes qu'elle porte aux droits et libertés et du fait que cette pratique s'inscrit à l'extérieur des pouvoirs accordés aux policiers. Pendant un tel moratoire, une consultation publique large, inclusive et démocratique au sujet de cette pratique devrait avoir lieu, dans le cadre de laquelle l'interdiction des interpellations serait attentivement examinée. La LDL est intervenue publiquement à plusieurs reprises à ce sujet et a échangé avec des personnes et organisations qui se mobilisent contre les profilages racial et social.

1.2.3 LIBERTÉ D'EXPRESSION, DROIT DE MANIFESTER ET PROFILAGE POLITIQUE

1.2.3.1 DROIT DE MANIFESTER AU QUÉBEC : LES RÈGLEMENTS MUNICIPAUX SOUS LA LOUPE

Le projet *Droit de manifester au Québec : les règlements municipaux sous la loupe* s'est poursuivi cette année. Il est coordonné par Jacinthe Poisson et est réalisé en partenariat avec le Service aux collectivités de l'Université du Québec à Montréal (SAC-UQÀM) et le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MEPACQ).



ATELIERS SUR LE DROIT DE MANIFESTER

3 ateliers offerts

19 personnes rejointes

Avec le soutien du Carrefour technopédagogique de l'UQÀM, un site Web traitant de plusieurs dimensions relatives à l'exercice du droit de manifester a été conçu. Le lancement a eu lieu le 26 octobre 2021 : <https://droitdemanifester.ca>. Puis, des ateliers adaptés aux réalités de chaque région du Québec ont été développés et

donnés à des organisations communautaires en personne et en ligne de mars à mai 2022. Au terme du projet, le comité *Liberté d'expression, profilage politique et droit de manifester* a repris ses activités et entend développer un réseau de veille permanent sur l'état de l'exercice du droit de manifester au Québec.

1.2.3.2 POURSUITE POUR PROFILAGE POLITIQUE CONTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LE SPVM

La LDL a continué cette année à agir à titre d'organisme plaignant dans le cadre d'une poursuite pour profilage politique intentée en mars 2019 par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) contre la Ville de Montréal et le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Le 16 septembre 2013, la LDL avait déposé une plainte collective pour profilage politique devant la CDPDJ au nom d'un groupe de personnes arrêtées lors d'une arrestation de masse en vertu du Règlement P-6 lors de la manifestation annuelle contre la brutalité policière du 15 mars 2013 à Montréal. Le Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE) et le Conseil central du Montréal métropolitain (CCMM-CSN) ont également déposé une plainte collective relativement à des arrestations de masse survenues respectivement le 10 octobre 2013 et le 15 mars 2015.

Les trois dossiers ont été entendus par le Tribunal des droits de la personne. Le procès a débuté en novembre 2021 et devait se terminer en mai 2022. Nicole Filion et Denis Barrette ont assisté aux audiences au nom de la LDL. En février 2022, avant la fin du procès, la trentaine de plaignant-e-s impliqué-e-s dans les trois dossiers ont pris la décision de mettre fin aux procédures judiciaires et se sont officiellement désisté-e-s du recours. La LDL a soutenu les victimes dans leur décision, telle qu'elle l'a fait depuis le dépôt de la plainte collective. La LDL salue la détermination et le courage des manifestant-e-s qui ont porté plainte et se sont investi-e-s dans le processus judiciaire pendant plusieurs années. Au-delà de cette démarche judiciaire, la lutte contre le profilage politique et pour défendre l'exercice du droit de manifester continue.

1.2.3.3 10^E ANNIVERSAIRE DU PRINTEMPS ÉRABLE

Les manifestations étudiantes du printemps 2012, couramment appelées le « Printemps érable », ont été un moment marquant pour la société québécoise en ce qui a trait à l'exercice de la liberté d'expression et du droit de manifester. La LDL avait été particulièrement active durant cette période pour démontrer son soutien au mouvement de grèves étudiantes, aux revendications relatives au droit à l'éducation, et pour défendre l'exercice du droit de manifester. À quelques reprises, la LDL

a eu l'occasion de s'entretenir avec des médias pour expliquer les enjeux de l'époque et ceux qui persistent encore aujourd'hui. Dans le but de souligner le dixième anniversaire de cette période marquante dans l'histoire du Québec, la LDL travaille à l'organisation d'une visioconférence, qui se tiendra en mai 2022, sur le thème du droit de manifester.

1.2.4 DROITS DES PERSONNES EN DÉTENTION ET ENJEUX CARCÉRAUX

Le comité *Droits des personnes en détention et enjeux carcéraux* a débuté officiellement ses rencontres en février 2021. Le comité a été formé sous l'impulsion donnée par Lucie Lemonde, militante de longue date à la LDL et pionnière du droit carcéral au Québec. Lucie était très active au sein du comité et son décès en février 2022 a grandement touché les militant-e-s du comité et la LDL. Les luttes pour les droits des personnes incarcérées et ses perspectives critiques sur le recours à l'incarcération seront assurément mises en lumière par le comité et la LDL au cours des prochaines années.

La première année du comité a été en partie consacrée à approfondir la compréhension de plusieurs enjeux, notamment la détention des personnes migrantes, les courtes peines de détention de moins de six mois, la détention préventive, les infractions liées à l'administration de la justice (tels que les bris de conditions et bris de probation), le phénomène des portes tournantes au sein du système de justice, les conditions de détention des personnes trans et non binaires, ainsi que les décès en milieu carcéral. Le comité a échangé avec des avocat-e-s en droit criminel et professeur-e-s en droit, avec l'Association des services en réhabilitation sociale du Québec (ASRSQ) ainsi qu'avec des personnes et organisations qui travaillent à la défense des droits des personnes LGBTQ+. Le comité a aussi participé à une présentation de la Commission des libérations conditionnelles du Canada à l'invitation de celle-ci. Le comité a également entrepris des réflexions critiques sur le recours à l'incarcération au Québec.

1.2.4.1 VIOLATION DES DROITS DES PERSONNES INCARCÉRÉES ET CONDITIONS DE DÉTENTION

La question des conditions de détention de personnes incarcérées dans les établissements québécois a principalement occupé le comité cette année dans le contexte de la pandémie.

Tout au long de l'année, nous avons interpellé à plusieurs reprises le ministère de la Sécurité publique, le ministère de la Santé et des Services sociaux et les Directions de santé publique régionale et nationale au sujet de la gestion de la crise sanitaire dans les établissements de détention et les violations de droits exacerbées qui y ont lieu quotidiennement. Nous leur avons rappelé la responsabilité qui leur incombe d'assurer en tout temps, surtout en période de crise, le respect des droits des personnes incarcérées. Nous avons continué, comme depuis le début de la pandémie en mars 2020, à faire valoir que la réduction de la population carcérale était la seule véritable façon de contenir la propagation de la COVID-19 dans les lieux de détention. La LDL a fait plusieurs représentations afin que les conditions de détention respectent les critères minimaux des Nations Unies, notamment en améliorant l'accès aux soins de santé, à l'équipement de protection et au dépistage. La LDL, représentée par Lucie Lemonde, a également participé en juin 2021 à une visioconférence sur les impacts de la pandémie en détention organisée par la Société John Howard du Québec.

Un sous-comité sur les droits des personnes trans et non binaires incarcérées a été formé au cours de l'été 2021. La LDL a interpellé le ministère de la Sécurité publique au sujet d'une directive en cours de rédaction depuis plus de trois ans visant à améliorer le respect de l'identité et de l'expression de genre des personnes incarcérées. Le comité a également rencontré une représentante de la CDPDJ pour échanger sur la situation des personnes trans et non binaires dans les prisons du Québec.

1.2.4.2 CONDITIONS DE DÉTENTION DES FEMMES À L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION LECLERC

La LDL a poursuivi ses démarches auprès du ministère de la Sécurité publique, du ministère de la Condition féminine et des élu-e-s de l'opposition, notamment par des collaborations avec la Coalition d'action et de surveillance sur l'incarcération des femmes au Québec (CASIFQ) (voir également la section 2.8). À la suite de nos interventions et de nos démarches, les ministres de la Sécurité publique et de la Condition féminine ont été questionnées par des élu-e-s de l'opposition lors des séances d'études des crédits budgétaires au sujet des conditions de détention des femmes à la prison Leclerc et de nos demandes de tenir une mission d'observation indépendante. À cette occasion, nous avons appris que le ministère avait invité le bureau de la Protectrice du citoyen à faire une visite de l'établissement, mais que celui-ci avait décliné l'invitation. À la suite des pressions, une seconde invitation a été faite à laquelle le bureau de la Protectrice du citoyen a donné suite favorablement en effectuant une visite durant l'été 2021. Le rapport de visite n'a toutefois pas été rendu public. Selon les informations que nous obtenons de la part de femmes incarcérées et d'avocates carcéralistes, la situation n'a pas changé par la suite.

1.2.5 DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS (DESC) ET ORIENTATIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUES ET DE PROGRAMMES SOCIAUX

Cette année, la LDL a continué à rappeler l'importance d'assurer le droit au logement. Cela a pris la forme d'interventions publiques pour dénoncer la conversion en février 2022 de la Résidence privée pour aîné-e-s Mont-Carmel en logements locatifs multigénérationnels, d'appuis aux campagnes du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) pour s'opposer à la privatisation de l'aide au logement et revendiquer une politique globale d'habitation basée sur le droit au logement au Québec, et d'une intervention de François Saillant auprès du Bureau du défenseur fédéral du logement. La mobilisation à la suite de la mission d'observation du droit au logement dans la région de Gatineau s'est aussi poursuivie, notamment par des suivis effectués auprès du premier ministre du Québec et de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.



Le dossier de la revue *Droits et libertés* du printemps 2021 a traité du capacitisme avec la *Convention relative aux droits des personnes handicapées* comme point de départ. Pour la LDL, il est essentiel que la question des droits des personnes en situation de handicap soit pensée dans l'optique de l'interdépendance des droits. Les auteurs et autrices y explorent les enjeux liés au capacitisme quel que soit le type de handicap, physique, cognitif ou en santé mentale : leurs droits, les discriminations et les exclusions et les stratégies d'égalité dans l'espace public. Un lancement

« Dans une société juste, combattre le capacitisme est en fin de compte lutter pour le respect de l'intégrité des droits dans leur ensemble. »

(Revue *Droits et libertés*, juin 2021)

avec interprétation en langage des signes s'est tenu le 9 juin 2021 avec les auteurs et autrices Karine-Myrgianie Jean-François, Sébastien Jodoin, Laurence Parent ainsi que deux membres du comité éditorial de la revue, Stéphanie Mayer et Christian Nadeau.

Le numéro de l'automne 2021 a eu pour thème les droits de l'enfant. 79 personnes y ont collaboré, dont 21 enfants ayant participé au concours de dessins *Tous les enfants sont des droits!* Ce concours a été l'occasion de sensibiliser plus de 200 élèves aux droits de l'enfant. Ce dossier est divisé en trois parties : les lois et les institutions qui encadrent les droits de l'enfant; les discriminations et les exclusions subies par des groupes marginalisés et finalement, les stratégies

« Comme titulaire de droits humains de type particulier, l'enfant n'est pas pour autant un demi-titulaire de droits ou un être privé de citoyenneté. Cette idée de citoyenneté, pleine et entière, des enfants est à la clé de la proposition transformatrice contenue dans la *Convention relative aux droits de l'enfant*. »

(Revue *Droits et libertés*, décembre 2021)

d'égalité qui assurent la prise en compte et le respect des droits de l'enfant mises de l'avant par des organisations de la société civile.

Une table ronde a été organisée le 15 février 2022 sur la participation des jeunes à l'école, dans la ville et l'espace public. Le panel a été composé d'auteurs et autrices de la revue soit Nathalie Boucher, Sarah-Maude Cossette, Francis Dupuis-Déri et Alexandra Pierre. Stéphanie Mayer était à l'animation.

1.2.5.1 DROIT À LA SANTÉ

Le comité Droit à la santé a travaillé à la réalisation d'une brochure explicative sur le droit à la santé qui a été lancée en mai 2021 et dont le titre est *Le droit à la santé : Pour une reprise en main collective de notre régime de santé*.



« Examiner ce qu'est le droit à la santé à titre de droit humain commande une autre approche de la santé. Celle-ci y est définie non pas comme une absence de maladie, mais plutôt comme un état complet de bien-être physique, mental et social. Ce point de vue impose à l'État l'adoption d'un ensemble de politiques gouvernementales visant à assurer la réalisation de tous les aspects du droit à la santé ainsi que de tous les autres droits. »

(Brochure, *Le droit à la santé*, 19 mai 2021)

Tout au long de l'année, le comité a continué d'approfondir sa compréhension du droit à la santé dans le but de proposer des changements de fond à notre système de santé et de services sociaux d'assurer réellement le droit à la santé, au-delà des soins et des services. Les travaux du comité se sont poursuivis avec la consultation d'expert-e-s du secteur de la santé issu-e-s de différents milieux (droit, santé publique, médecine, organisation communautaire, recherche, etc.).

À la demande du Mouvement d'éducation populaire de Lanaudière (MEPAL), Lucie Lamarche a offert un premier atelier sur le droit à la santé en se basant sur le contenu de la brochure *Le droit à la santé : Pour une reprise en main collective de notre régime de santé*.

En mars, en prévision du dépôt du plan visant la *refondation* du système de la santé, le comité a publié une lettre d'opinion dans Le Soleil pour soulever les nombreuses préoccupations quant au droit à la santé. À la suite du dépôt du *Plan pour mettre en œuvre les changements nécessaires en santé* par le ministre de la Santé et des services sociaux à la fin mars, le comité a rédigé une autre lettre adressée au ministre, cette fois publiée dans Le Devoir, afin de soulever les angles morts du plan quant au droit à la santé.

1.3 DOSSIERS D'INTERVENTION POLITIQUE DE VEILLE ET D'INTERVENTIONS PONCTUELLES

1.3.1 DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES

Deux conférences en ligne sur le colonialisme médical ont été organisées en mai et juin 2021, en collaboration avec Amnistie Internationale Canada Francophone et Samir Shaheen-Hussain, pédiatre urgentiste et auteur du livre *Plus aucun enfant autochtone arraché, pour en finir avec le colonialisme médical canadien*. Pour le premier événement, le Dr Shaheen-Hussain a présenté son livre et a entre autres abordé l'interdiction faite aux parents autochtones d'accompagner leurs enfants lors d'évacuations aéro-médicales, les stérilisations forcées des femmes autochtones et la séparation des familles. La deuxième conférence a pris la forme d'une table ronde avec quatre femmes autochtones, soit Françoise Ruperthouse, de l'association Awacak, Raven Dumont-Maurice, Suzy Basile et Wanda Gabriel qui ont partagé leurs propres perspectives sur le sujet. Les dates concordaient avec le début et la fin des audiences publiques de la coroner sur le décès de Joyce Echaquan, ce qui a permis de rappeler l'importance de mettre en œuvre le [Principe de Joyce](#).

Par ailleurs, la LDL a souligné médiatiquement le premier anniversaire du décès de Joyce Echaquan en septembre 2021 et a rappelé l'importance de respecter les droits des peuples autochtones et leur droit à l'autodétermination, notamment en appliquant les recommandations issues de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Commission Viens). Deux ans après la publication du rapport, peu de changements structuraux ont été constatés.

1.3.2 ENVIRONNEMENT ET DROITS HUMAINS

Cette année, le comité Environnement et droits humains a poursuivi des discussions pour déterminer quels seront les champs d'action et d'intervention de la LDL sur les enjeux environnementaux dans une perspective de droits humains. À cet effet, le comité a tenu des rencontres conjointes avec le comité Droits des peuples autochtones, pour échanger sur les parallèles à faire entre le droit de dire non et le consentement préalable, libre et éclairé.

La LDL est également intervenue publiquement pour rappeler l'importance de réfléchir à la crise climatique dans une perspective plus large de justice environnementale, par le biais de lettres ouvertes et en donnant son appui à plusieurs regroupements ayant des valeurs similaires comme la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), le Réseau canadien sur la reddition de compte des entreprises (RCRCE) ou le Front commun pour la transition énergétique.

1.3.3 SURVEILLANCE DES POPULATIONS, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET MESURES ANTITERRORISTES

Le comité a été très actif cette année sur plusieurs enjeux. Il a également contribué à la réalisation du numéro printemps 2022 de la revue *Droits et libertés*, dont le dossier est consacré au capitalisme de surveillance.

1.3.3.1 TECHNOLOGIES DE RECONNAISSANCE FACIALE

« La décision sur *Clearview* marque un tournant. Elle a mis à jour les pratiques illégales de nombreux corps policiers dans l'emploi de la [reconnaissance faciale] ; le tout en partenariat avec le secteur privé. Les commissaires en ont tiré une proposition de directive dans l'utilisation de la RF, fondée sur les lois de protection des renseignements personnels. Bien que nous saluons cette initiative des commissaires, ce guide de bonnes pratiques apparaît nettement insuffisant pour régler une technologie aussi complexe que redoutable. »

(Mémoire présenté au CPVP et à la CAI sur l'utilisation de la reconnaissance faciale par les services policiers, 15 octobre 2021)

La reconnaissance faciale est l'une des applications de l'intelligence artificielle (IA) les plus menaçantes pour les droits à la vie privée et à l'anonymat, tout en rendant possible le profilage discriminatoire. Cette technologie se développe pourtant actuellement sans contrôle. Afin de sensibiliser la population aux enjeux de droits et libertés liés à ces technologies qui sont utilisés tant par des organismes publics que dans la sphère privée, le comité a préparé une page Web informative qui a été mise en ligne au printemps 2022. En octobre 2021, le comité a également travaillé sur un mémoire portant sur l'utilisation de la reconnaissance faciale par la police que la LDL a soumis dans le cadre d'une consultation du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada (CPVP) et de la Commission d'accès à l'information (CAI) du Québec. La LDL est d'avis que trois

usages de la reconnaissance faciale devraient faire l'objet d'une interdiction immédiate par voie législative : la surveillance de masse des lieux et endroits publics ; la surveillance de masse en ligne (plateformes numériques, réseaux sociaux, etc.) ; et l'utilisation de banques d'images constituées par des organismes publics ou ministères. De plus, un moratoire sur toute autre utilisation de la reconnaissance faciale par les services policiers devrait être instauré jusqu'à l'adoption d'une législation à la mesure des enjeux, fondée sur un débat public informé et transparent.

1.3.3.2 MESURES ANTITERRORISTES

Dans le but de souligner le vingtième anniversaire des attentats du 11 septembre 2001 et de dénoncer la normalisation des mesures antiterroristes adoptées en contexte d'urgence, le comité a organisé une conférence en septembre 2021. Silviana Cocan, Stéphane Leman-Langlois et Tim McSorley de la Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles (CSILC) ont échangé sur le sujet, avec une animation de Martine Éloy.

1.3.3.3 PROJET DE LOI 19, LOI SUR LES RENSEIGNEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

En décembre 2021, le ministre de la Santé et des Services sociaux a déposé le projet de loi 19, *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives*. Le comité a procédé à l'analyse de ce projet de loi en collaboration avec le comité sur le droit à la santé. Le projet de loi 19 s'inscrit dans une succession de projets de loi volumineux et complexes depuis 2019 qui ont souvent fait l'objet de consultations trop précipitées pour permettre à tous les intéressés de se prononcer. Il affaiblit le contrôle des personnes sur leurs données de santé et libéralise l'utilisation et la communication de renseignements personnels sans consentement à ces renseignements, parmi les plus sensibles. En date du 30 avril 2022, aucune consultation particulière et audition publique n'a été annoncée avant la fin de la 42^e législature en juin 2022.

1.3.4 MIGRATION ET DROITS DES PERSONNES RÉFUGIÉES, SANS STATUT OU À STATUT PRÉCAIRE

La LDL a continué d'appuyer le mouvement de revendication pour un programme de régularisation complet et continu pour toutes les personnes migrantes avec un statut précaire, en diffusant notamment les actions de Solidarité sans frontières comme la Marche des sans-papiers de Montréal à Ottawa à l'été 2021. Nous avons aussi démontré notre appui aux réfugié-e-s afghan-e-s en co-signant une lettre de professeur-e-s de l'École supérieure d'affaires publiques et internationales de l'Université d'Ottawa.

La LDL a également appuyé en mars et avril 2022 les actions menées par le Comité Accès Garderies, composé de professionnel-le-s de la santé, d'intervenant-e-s, d'organismes communautaires et de demandeuses et demandeurs d'asile. Depuis 2018, le Comité dénonce le fait que les familles demandeuses d'asile n'aient plus droit aux services de garde subventionnés depuis une réinterprétation discrétionnaire et non justifiée par le ministre de la Famille de l'article 3 du *Règlement sur la contribution réduite*. Il réclame que cette discrimination cesse et que les familles demandeuses d'asile aient à nouveau accès aux services de garde subventionnés.

1.3.5 RÉGIME QUÉBÉCOIS DE PROTECTION DES DROITS DE LA PERSONNE – COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

Voir la section 2.9.

1.4 DÉVELOPPEMENT DE LA LDL

1.4.1 CONSOLIDATION DE LA SANTÉ FINANCIÈRE DE LA LDL

Le financement de la LDL est essentiellement constitué de trois sources:

- la subvention gouvernementale du Secrétariat à l'action communautaire et aux initiatives sociales (SACAIS), maintenant indexée annuellement grâce aux années de luttes du mouvement de l'action communautaire autonome. De nouveau cette année, étant donné le contexte pandémique, un soutien ponctuel additionnel a été versé par le SACAIS;
- le partenariat avec la Fondation Léo-Cormier ainsi que le soutien d'Inter Pares;
- l'autofinancement (cotisations des membres, revenus de la campagne de financement, dons mensuels et d'autres dons tels que des dons in memoriam). À ces sources de financement s'ajoute le Programme de soutien à l'action bénévole (SAB) des député-e-s du Québec, les abonnements à notre revue, les honoraires pour les conférences et ateliers ainsi que les revenus de publicité et de ventes de documents. Les donatrices et donateurs mensuel-le-s constituent un appui crucial aux activités de la LDL, tout comme l'appui fidèle des organisations syndicales.

1.4.1.1 CAMPAGNE D'ADHÉSION, CAMPAGNE DE RENOUVELLEMENT ANNUELLE ET CAMPAGNE DE FINANCEMENT

1150 MEMBRES, DONT :

935 individus

138 groupes communautaires

24 syndicats

La campagne de financement annuelle 2021-2022 a repris la thématique de la campagne d'adhésion et de renouvellement du printemps 2021, soit *Pour la santé de nos droits*. La campagne, lancée au début octobre 2021, avait pour objectif de recueillir 45 000 \$ en dons ponctuels. Nous avons dépassé notre objectif avec plus de 51 000 \$. Merci à nos donateurs et donatrices! Soulignons aussi le soutien fidèle de la CSQ qui a à nouveau cette année accepté de prendre en charge les frais d'expédition de différent envois postaux.

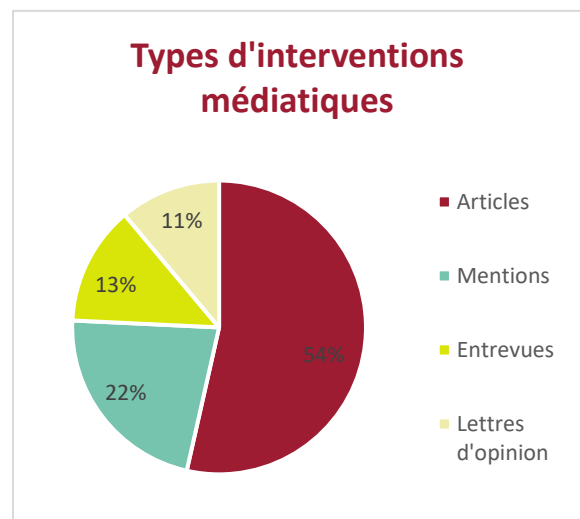
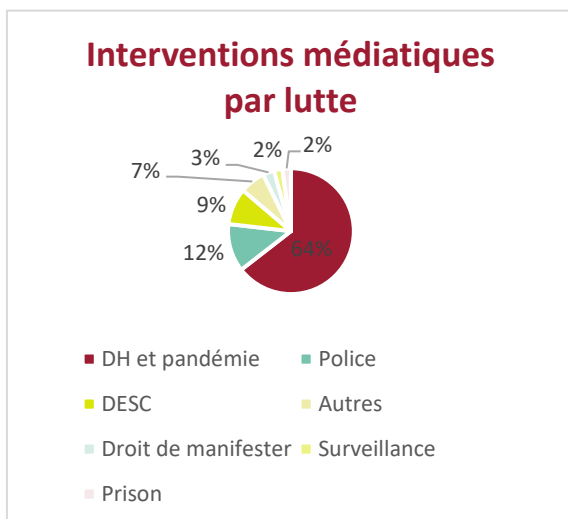
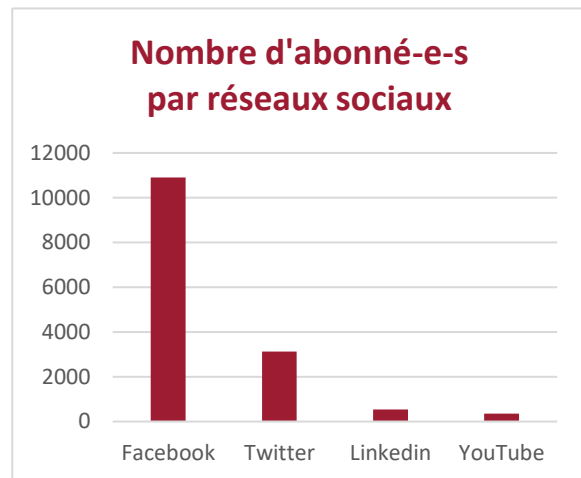
Pour la LDL, le soutien de ses membres ce n'est pas qu'une question économique et financière. Plus la LDL compte de membre, plus elle est forte et plus elle accroît sa crédibilité politique, sa capacité d'influence et ses relais dans l'espace public. Nos efforts de développement des adhésions se sont poursuivis cette année et au 31 mars 2022, la LDL comptait 1150 membres, soit 935 individus, 138 groupes communautaires et 24 syndicats. Nos outils relatifs à l'adhésion insistent sur le fait que la LDL accepte les adhésions quelle que soit la somme versée.

1.4.2 RENDRE LE DISCOURS SUR LES DROITS HUMAINS PLUS ACCESSIBLE DANS L'ESPACE PUBLIC

Le site Web de la LDL représente un outil important pour le partage de nos analyses et la réalisation de notre travail de promotion des droits. Chaque année, le nombre de visiteurs augmente ainsi que le nombre de pages visionnées. En cours d'année, le site Web a connu certains changements pour rendre sa consultation plus accessible, rapide et conviviale. Le site Web est bien répertorié sur Internet ce qui permet aux internautes d'accéder rapidement à nos contenus.

Nous poursuivons la diffusion de nos contenus sur les réseaux sociaux dont le nombre d'abonné-e-s continue de croître. De façon générale, l'intérêt varie selon le sujet de l'heure : couvre-feu, mesures sanitaires, racisme systémique, prisons, etc.

Nous sommes intervenu-e-s à plusieurs reprises dans les médias, que ce soit par entrevues et reportages divers, communiqués de presse ou lettres ouvertes sur plusieurs enjeux, dont le principal étant les droits humains et la pandémie.



Parmi les outils de promotion des droits, nous avons organisé des conférences sur différentes thématiques (colonialisme médical, mesures antiterroristes, islamophobie au Québec, droit de manifester en temps de COVID-19). Ces conférences ont été enregistrées et sont disponibles sur le site Web et les pages Facebook et YouTube de la LDL. Nous avons aussi poursuivi la diffusion des *Carnets des droits humains* rédigés par des militant-e-s des droits humains, membres ou pas de la LDL, parfois en leur nom personnel ou au nom de leur organisation. Les *Carnets* offrent différentes perspectives sur les enjeux de droits humains, ici et ailleurs par exemple : sur les projets de loi déposés au courant de l'année (PL 28, PL 96, PL 59); sur les effets du couvre-feu sur les personnes qui consomment des drogues; la vaccination obligatoire; l'accès aux soins de santé pour les enfants sans statut migratoire; les personnes en situation de handicap; l'abolition des frontières; la liberté académique; la protection des droits des travailleuses du sexe; des modifications réglementaires sur le droit de manifester à Québec.

Nous avons également traduit vers l'anglais la capsule sur le racisme systémique, afin de lui permettre de rejoindre un public plus vaste. Enfin, nous avons encore une fois publié deux éditions de la revue *Droits et libertés* au printemps et à l'automne 2021, sur les thématiques *Droits et handicaps* et *Droits des enfants*.

1.4.3 ORGANISATION DU 60^E ANNIVERSAIRE DE LA LDL

Le 60^e anniversaire de la LDL sera célébré le 29 mai 2023 : ça approche! Pour souligner l'occasion, un comité de militant-e-s a été formé et s'est réuni à quelques occasions depuis l'automne 2021. L'ensemble des activités aura pour thématique *Droits en mouvements* et s'échelonnera de septembre 2022 à septembre 2023.

2. PARTICIPATION À DES COALITIONS OU REGROUPEMENTS SUR DES ENJEUX DE DROITS

2.1 COALITION BDS-QUÉBEC (BOYCOTT DÉSinVESTISSEMENT SANCTIONS)

En 2021-2022, la coalition BDS-Québec s'est réunie à six reprises. La LDL est membre de BDS-Québec et Amélie Nguyen, administratrice, nous y représentait jusqu'en décembre 2021, mais a dû laisser cette tâche, dû à ses responsabilités professionnelles. Elle n'a pas encore été remplacée pour l'instant. Cette année, la coalition a démarré une campagne de dénonciation et d'influence auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec quant à ses investissements liés à l'industrie sécuritaire israélienne. La coalition a aussi vécu une crise interne qui a mobilisé son comité de coordination et ses membres, mais dont elle émerge en fin d'année avec des mesures de règlement de différend, puis une clarification des statuts et règlements, qui devraient renforcer ses capacités d'action dans les années à venir.

Cette année, la coalition BDQ-Québec a collaboré avec l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) pour envoyer une lettre au gouvernement canadien lui demandant de s'impliquer pour protéger les droits des Palestinien-ne-s. Dans le cadre de la Journée d'action pour protéger la société civile israélienne le 25 octobre 2021, la coalition a diffusé un communiqué de presse demandant au gouvernement canadien de poser plusieurs gestes pour une politique canadienne juste envers le peuple palestinien et à utiliser tous les moyens pacifiques pour forcer le régime d'apartheid israélien à respecter les droits fondamentaux.

2.2 COALITION DE SURVEILLANCE INTERNATIONALE DES LIBERTÉS CIVILES (CSILC)

La Coalition de surveillance internationale des libertés civiles (CSILC) a comme objectif de défendre les libertés civiles et contrer l'adoption de mesures qui leur portent atteinte dans la foulée de la lutte contre le terrorisme. La LDL est l'une des organisations fondatrices de la CSILC. Elle y est représentée par Martine Éloy et Dominique Peschard qui est également co-président de la Coalition.

À la suite des révélations sur l'utilisation de la reconnaissance faciale (RF) par les forces policières au Canada, dont la GRC, la CSILC a mis sur pied un groupe de travail auquel participe la LDL. La LDL a également répondu à l'appel de la CSILC de soumettre un mémoire au Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique de la Chambre des communes qui tient une consultation sur la RF.

La LDL participe également à un groupe d'échange et de concertation, qui implique une vingtaine d'organisations du Canada, sur le projet du gouvernement fédéral de légiférer sur les méfaits en ligne. Bien que les méfaits en ligne posent un réel problème, l'approche du gouvernement est très inquiétante du point de vue des droits, en particulier la liberté d'expression.

La LDL participe également à des réunions d'échanges avec le représentant du Commissaire à la vie privée du Canada. Ces rencontres ont lieu plusieurs fois par année et impliquent une dizaine d'organisations du Canada.

2.3 COLLECTIF ÉCHEC À LA GUERRE

La LDL est membre du collectif et y délègue une représentante, Martine Éloy. La participation de la LDL a notamment comme objectif de faire ressortir les enjeux de droits humains dans les problématiques abordées par le Collectif Échec à la guerre et de mobiliser les membres de la LDL et les organismes partenaires à prendre part aux activités et campagnes du Collectif.

En septembre, la dernière publication du Collectif Échec à la guerre, *Les Armes nucléaires : un péril pour l'humanité*, a été présentée au CA de la LDL.

La LDL a à nouveau appuyé la campagne du coquelicot blanc à la mémoire de toutes les victimes des guerres et contribué à la publication d'une pleine page dans le journal *Métro* en octobre, ainsi que dans *Le Devoir* le dimanche 6 novembre, invitant la population à porter le coquelicot blanc en appui à la déclaration, *Le Canada doit dire NON aux armes nucléaires*. Cette déclaration a été endossée et payée par plus d'une quarantaine d'organisations, dont la LDL, et 197 individu-e-s.

La LDL a également contribué au financement d'un sondage d'opinion pancanadien sur le TIAN, commandé par le Collectif Échec à la guerre, conjointement avec Hiroshima-Nagasaki Day Coalition et *The Simons Foundation Canada*, sondage qui a révélé que les trois quarts des Canadiens et Canadiennes et 82 % des Québécois et Québécoises sont en faveur de la signature de ce traité par le Canada! Tout récemment, la LDL a fait circuler une pétition sur le site de la Chambre des Communes, lancé par le Collectif Échec à la guerre, conjointement avec *Voice of Women for Peace* (VOW) et le *Hiroshima-Nagasaki Day Coalition*, pour exiger que le Canada signe immédiatement et s'engage à ratifier le TIAN.

Enfin, en décembre, la LDL a co-signé, avec 57 autres organisations québécoises et canadiennes de divers secteurs de la société civile, une lettre adressée au premier ministre Justin Trudeau, pour réitérer notre opposition à l'exportation d'armes par le Canada vers l'Arabie saoudite, alors que ces armes sont notamment utilisées dans la guerre au Yémen guerre qui a engendré ce qui est qualifié d'une des pires crises humanitaires.

2.4 FRONT COMMUN POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Le Front commun pour la transition énergétique (FCTÉ) est un lieu de convergence dans les luttes environnementales. La LDL en est devenue membre en mai 2020 et a commencé à s'y impliquer pour créer et consolider des liens avec d'autres organisations. Des membres du comité Environnement et droits humains et de la permanence ont participé à certaines rencontres de comités ou à des instances du FCTÉ.

En 2020-2021, nous avons commencé notre implication au sein du FCTÉ en participant avec d'autres organisations et personnes à la rédaction de la section [Droits humains, décolonisation et droits des Peuples autochtones](#) de la version 2.0 de la [Feuille de route pour la transition du Québec vers la carboneutralité](#), qui a été lancée en novembre 2020. Le texte explique les relations indissociables qui existent entre la lutte contre les changements climatiques, la protection des droits humains et le respect des droits des Peuples autochtones. Une version grand public du contenu de cette section a été publiée en août 2021 dans les médias.

2.5 OBSERVATOIRE DES PROFILAGES

La LDL a poursuivi sa participation aux rencontres de l'Observatoire des profilages (ODP) cette année. Dans le cadre de sa participation à la Coalition amnistie tickets COVID-19, la LDL a été partenaire de l'ODP pour la publication d'un rapport analysant les constats d'infraction remis en vertu de la *Loi sur la santé publique* dans le cadre de la gestion de la pandémie. Le rapport [Une approche punitive alarmante face à la pandémie de COVID-19 : analyse des données policières](#) a été publié le 10 mars 2022 et plusieurs autres partenaires communautaires y ont été impliqués :

le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM), la Clinique Droit de cité, la Clinique Droits Devant et la Table des organismes montréalais de lutte contre le VIH/ Sida (TOMS).

2.6 ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME ET DÉFENSE COLLECTIVE DES DROITS

Le Regroupement des organismes en défense collective des droits (RODCD), dont la LDL est membre, assure la représentation de ces organismes auprès du gouvernement du Québec. La LDL suit aussi les travaux du Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA). Catherine Descoteaux représente la LDL auprès de ces deux regroupements.

Le RODCD a poursuivi ses démarches auprès du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et des oppositions sur la question du financement des organismes d'action communautaire du secteur de la défense collective des droits. Nous avons participé à l'Assemblée générale annuelle en septembre 2021 ainsi qu'à l'Assemblée générale spéciale en mai 2021, au cours de laquelle les perspectives du regroupement ont été discutées.

Nous avons participé à plusieurs rencontres du RQ-ACA cette année, dont l'Assemblée générale annuelle en mai 2021 et quelques rencontres des membres. Nous avons aussi assisté à l'événement de lancement national de la Semaine nationale de l'action communautaire autonome (SNACA). Nous avons aussi diffusé le matériel de mobilisation pour les activités de la campagne *Engagez-vous pour le communautaire*, qui revendique l'augmentation du financement à la mission à un niveau suffisant et l'indexation annuelle des subventions, tout en assurant le respect de l'autonomie des organismes d'action communautaire autonome.

2.7 TABLE DE CONCERTATION DES ORGANISMES DE DÉFENSE DE DROITS – VOLET CHARTE

La Table de concertation des organismes de défense de droits est constituée des partenaires de la CDPDJ qui œuvrent en défense de droits. La Table s'est réunie une seule fois cette année pour entamer une réflexion afin d'actualiser son mandat, son rôle, son mode de gouvernance et ses modalités de fonctionnement.

2.8 COALITION D'ACTION ET DE SURVEILLANCE SUR L'INCARCÉRATION DES FEMMES AU QUÉBEC

La LDL fait partie de la Coalition d'action et de surveillance sur l'incarcération des femmes au Québec (CASIFQ) depuis sa création en 2018. La LDL a continué de collaborer avec la CASIFQ cette année pour mener des interventions médiatiques et interpeller les autorités afin de dénoncer les conditions de vie des femmes détenues à l'Établissement de détention Leclerc de Laval. Le 9 mars 2022, une lettre ouverte de la CASIFQ a été publiée dans les médias pour dénoncer l'inertie du gouvernement quant aux conditions de détention inhumaines et aux violations des droits des femmes incarcérées au Leclerc (voir également la section 1.2.4.2)

3. PROMOTION DES DROITS

3.1 REVUES

En collaboration avec la Fondation Léo-Cormier (FLC), la LDL a réalisé deux revues :

- *Droits et handicaps* (juin 2021)
- *Droits de l'enfant* (décembre 2021)

3.2 OUTILS IMPRIMÉS OU NUMÉRIQUES

En collaboration avec la FLC, la LDL a produit :

- Brochure – *Le droit à la santé : Pour une reprise en main collective de notre régime de santé*

En collaboration avec le SAC-UQÀM et le MÉPACQ, la LDL a produit :

- Site Web – *Manifester, un moyen d'expression et un droit essentiel !*

La LDL a aussi produit :

- Questions et réponses – *Manifestations limitées en lien avec la COVID-19*
- Déclaration – *Il faut mettre fin à l'état d'urgence au Québec*

La LDL a aussi collaboré à la réalisation de :

- Rapport de l'Observatoire des profilages - *Une approche punitive alarmante face à la pandémie de COVID-19 : analyse des données policières*

3.3 ACTIVITÉS PUBLIQUES

En collaboration avec la FLC, la LDL a organisé :

- Deux conférences dans le contexte de l'enquête publique du Bureau du coroner sur les causes et circonstance du décès de Joyce Echaquan, pour aborder le colonialisme médical, le 12 mai et le 2 juin 2021 ;
- Le lancement de la brochure *Pour une reprise en main collective de notre régime de santé*, le 19 mai 2021 ;
- Le lancement de la revue Droits et libertés : *Droits et handicaps*, le 9 juin 2021 ;
- Une conférence soulignant le vingtième anniversaire des attentats du 11 septembre 2001 *Mesures d'exception : Quels impacts sur l'état de droit?*, le 9 septembre 2021 ;
- Le lancement du site Web Droit de manifester, le 26 octobre 2021;
- Une conférence soulignant le cinquième anniversaire des attentats de la Grande Mosquée de Québec *Où en est le Québec dans sa lutte contre l'islamophobie?*, le 25 janvier 2022 ;
- Une table-ronde sur les droits de l'enfant *Quelle participation citoyenne des jeunes?*, le 15 février 2022.

3.4 AUTRES ACTIVITÉS

- Intervention d'Alexandra Pierre lors de l'assemblée générale du Conseil central du Montréal métropolitain – CSN, à propos des inégalités mises en lumière par la pandémie, les effets des mesures sanitaires ainsi que la gestion du gouvernement Legault, 5 mai 2021.
- Intervention de Lucie Lemonde à titre de panéliste lors d'une conférence sur les impacts de la COVID-19 en détention, organisée par la Société John Howard du Québec, 1er juin 2021.
- Intervention de Martine Éloy lors de l'assemblée générale annuelle de la TROVEP Montérégie, à propos du racisme systémique, le 20 octobre 2021.
- Intervention de Lucie Lamarche dans le cadre d'un cours les pratiques sociales indirectes à l'Université Laurentienne, le 28 octobre 2021.
- Intervention de Blanche Roy lors d'une manifestation devant les bureaux du député de Gatineau concernant l'application de la loi 21, le 14 décembre 2021.
- Participation de Lucie Lamarche au comité aviseur du colloque *Après la pandémie: austérité, relance ou transition?*, tenu les 17-18 février 2022.
- Intervention de Lucie Lamarche dans le cadre d'une conférence *Les droits sociaux, aujourd'hui et demain*, le 19 avril 2022.

3.5 ATELIERS

En collaboration avec la FLC, la LDL a tenu :

- 10 ateliers sur le thème *Le racisme systémique : Parlons-en!* (Voir l'Annexe pour les détails et la liste complète des ateliers.)
- 1 atelier sur le droit à la santé auprès du MÉPAL

En collaboration avec le SAC-UQÀM et le MÉPACQ, la LDL a tenu :

- 3 ateliers sur le droit de manifester

La LDL a également offert

- 1 atelier *Introduction aux droits humains* pour l'organisme Ex Aequo.

4. VIE ASSOCIATIVE

4.1 CONSEIL D'ADMINISTRATION ET CONSEIL EXÉCUTIF

Le conseil d'administration s'est réuni 10 fois au cours de l'année 2021-2022. En juin 2021, il a veillé à l'élaboration du plan d'action de l'année. Il a également suivi de près, tout au long de l'année, les divers dossiers politiques sur lesquels la LDL travaille, les démarches en lien avec le financement et la promotion de la LDL ainsi que les travaux du comité 60^e anniversaire.

Le conseil exécutif s'est réuni à 11 occasions cette année. Il assure le suivi des dossiers entre les rencontres du conseil d'administration. Il est responsable auprès du CA de l'administration courante de la LDL.

4.2 MILITANTS ET MILITANTES

La LDL ne pourrait pas être ce qu'elle est sans l'important apport de ses militantes et militants, que ce soit comme membre du CA ou d'un comité, en offrant des ateliers, en soutenant le travail de réalisation de la revue, etc. Il importe de souligner que selon nos estimations, l'implication active de ces personnes, près d'une soixantaine, représente près de deux postes à temps complet. Cela est considérable et inestimable comme appui à la mission de la LDL et au travail de l'équipe de la permanence. Un grand merci à chacun-e !

La LDL a organisé pour la deuxième fois en octobre 2021 une soirée d'accueil pour ses nouvelles et nouveaux membres. L'objectif était d'établir un contact plus direct avec les membres, de présenter le travail de la LDL et d'échanger avec eux et elles. Alexandra Pierre, Paul-Étienne Rainville et Lynda Khelil ont assuré l'animation et les présentations. Une vingtaine de membres y ont participé. Deux 5 à 7 ont été organisés cette année, une occasion de se retrouver pour les militant-e-s qui s'étaient très peu vu-e-s en personne depuis deux ans.

4.3 PERMANENCE

L'équipe de la permanence se porte bien et a fait preuve d'une grande capacité d'adoption réalisant ses activités quotidiennes de manière concertée et efficace, malgré les défis du télétravail. Pour sa part, Catherine Descoteaux a assumé la responsabilité de coordonnatrice de la LDL cette année. Depuis le 18 mars, elle n'est plus à l'emploi de la LDL. Au printemps, le CE a mis sur pied un comité d'embauche et a procédé à un appel de candidatures pour pourvoir le poste de la coordination laissé vacant.

4.4 SECTION RÉGIONALE

La LDL et la LDL-Section de Québec poursuivent leur collaboration et leur concertation, tenant compte des dossiers portés respectivement par chacune des deux partenaires et tiennent des rencontres téléphoniques mensuelles pour échanger sur leurs dossiers respectifs.

4.5 FÉDÉRATION INTERNATIONALE POUR LES DROITS HUMAINS (FIDH)

La LDL est membre de la FIDH. Nous avons partagé quelques-unes de ses interventions publiques dans nos propres réseaux, comme la condamnation de l'attaque armée et de l'occupation de la Russie en Ukraine, la mobilisation pour la Biélorussie, l'évacuation des défenseur-e-s des droits humains en Afghanistan et la déclaration demandant des mesures immédiates, efficaces et concrètes pour mettre fin à l'oppression de la Palestine par Israël.

5. SECTION DE QUÉBEC DE LA LDL : RAPPORT D'ACTIVITÉS 2021-2022

Rédigé par Mélina Chasles, stagiaire et Maxim Fortin, coordonnateur de la LDL-Qc

Combattre le racisme et le profilage racial à Québec

La lutte contre le racisme, la brutalité policière et le profilage racial ont été un élément récurrent des actions de la LDL-Qc au courant de l'année 2021-2022. Vers la fin de l'été, plusieurs rassemblements se sont tenus en regard des actes de vandalisme faits sur la murale dénonçant le racisme systémique affichée dans le quartier St-Jean-Baptiste. À l'automne, la LDL-Qc a également collaboré avec des chercheur-e-s de l'Université d'Ottawa et l'Université de Montréal pour réaliser deux études : l'une portant sur le profilage racial lors de contrôles routiers et l'autre, sur le profilage racial dans l'espace public.

À la suite des événements survenus vers la fin du mois de novembre, la LDL-Qc a publié un communiqué de presse dénonçant le caractère violent d'une arrestation d'un jeune homme racisé par le SPVQ, et demandant la reconnaissance du profilage racial par la Ville de Québec. Une marche contre le profilage racial et la brutalité policière est également organisée le 4 décembre par un collectif d'organisations afro-descendantes dont la LDL fait partie.

À l'hiver, la LDL-Qc est consultée par des élu-e-s afin d'aborder les questions du racisme et du profilage racial. Plusieurs rencontres ont été tenues avec Jackie Smith (Transition Québec), menant au dépôt d'un avis de proposition afin de réaliser une étude sur le profilage racial à Québec avec la même méthodologie que celle utilisée par les chercheur-e-s Victor Armony, Mariam Hassaoui et Massimiliano Mulone dans leur rapport de 2019 sur les interpellations à Montréal. Cette demande fait également partie des revendications de la marche contre le racisme et le profilage racial ayant été co-organisée en partie par la LDL-Qc, le 27 mars 2022.

La LDL-Qc a aussi été invitée à s'exprimer lors d'une rencontre organisée par le député Sol Zanetti (Québec Solidaire), concernant le profilage racial dans la Ville de Québec ainsi que sur les actions à entreprendre. À la suite de cette rencontre, Sol Zanetti s'est engagé à amener cet enjeu à l'échelon provincial. Aussi, le 2 mars 2022, la LDL-Qc s'est exprimée par voie de communiqué sur l'inaction des élu-e-s municipaux de la Ville de Québec durant le comité plénier sur le Service de police de la Ville de Québec (SPVQ) et son plan sur l'inclusivité et la diversité.

La naissance d'un collectif

Le 28 octobre 2021 a eu lieu l'Assemblée générale de fondation du nouveau collectif de lutte et d'action contre le racisme (CLAR). La LDL-Qc a grandement contribué à sa création et a notamment pu lui offrir un soutien financier grâce à une activité de financement réalisée à l'été 2020.

L'inclusivité de la diversité sexuelle et de la pluralité des genres

Grâce à l'obtention d'un financement d'Emploi Été Canada au printemps 2021, la LDL-Qc a engagé une étudiante en sociologie afin de créer des outils concernant la diversité sexuelle et la pluralité des genres (DSPG). En raison d'un appel de témoignages peu fructueux, le projet s'est plutôt recentré sur des activistes et des professionnel-le-s issu-e-s de la DSPG, en misant sur l'éducation aux droits. Le projet a pris la forme de trois capsules informatives, d'un podcast et d'un lexique, tous portant sur la DSPG, les formes de discriminations subies ainsi que les droits des personnes concernées. Le tout a été diffusé au courant du mois de novembre, à la suite d'une soirée de lancement. Environ 700 exemplaires du lexique – élément majeur du projet – ont été distribués à travers la province. Le lexique est désormais archivé à la Bibliothèque nationale et accessible via leur site... et le nôtre bien entendu.

La collaboration avec les Productions 6HORAS, le GRIS-Québec et CKIA-FM a été très fructueuse et positive. Un plan de diffusion a également été bâti en février par CKIA-FM afin de réaliser une deuxième vague de publicité pour les outils.

COVID-19 et droits humains

Le Comité AD HOC COVID-19 et droits humains – qui a vu le jour dans les débuts de la pandémie – a peiné à se mettre en action dans les derniers mois. Malheureusement, un recul de mobilisation a freiné le comité dans ses efforts de dénonciation de certaines mesures sanitaires telles que le couvre-feu.

Ateliers d'éducation aux droits

À nouveau cette année, les ateliers d'éducation aux droits ont repris leur cours, en débutant par le recrutement de deux nouvelles animatrices. Le recrutement a été laborieux encore cette année, ce qui a amené la LDL-Qc à apporter quelques modifications à ses contrats d'animation.

Comité Femmes d'ici et d'ailleurs égales en droits

Le comité Femmes d'ici et d'ailleurs égales en droits (FIAÉD) de la LDL-Qc a ralenti ses activités cette année en raison de changements au niveau de sa coordination et de la pandémie.

Le droit de manifester à Québec

Lors de la dernière campagne électorale municipale, un questionnaire a été transmis aux partis politiques de la Ville de Québec par la *Coordination des actions contre le racisme*. Il était notamment demandé à chaque parti s'il envisageait abroger l'article 19,2 du Règlement sur la paix et le bon ordre (RVQ 1091). Cette disposition qui limitait le droit de manifester a été invalidée par la [Cour d'appel](#) en 2019, mais elle est toujours présente dans le texte du règlement.

Le 3 novembre 2021, la LDL-Qc a publié un [communiqué de presse](#) dénonçant la position d'Équipe Marie-Josée Savard (aujourd'hui Québec D'abord) qui ne prévoyait aucunement abroger l'article 19.2 et donc fait fi des décisions des tribunaux. Dans le contexte du dixième anniversaire du printemps érable, la LDL-Qc prévoit mener une mobilisation visant à faire abroger ledit article 19.2, et ce, avant le 10e anniversaire de son adoption, le 20 juin 2022.

L'accès à la scolarisation pour les élèves HDAA

En février, la mobilisation de deux membres de la LDL-Qc a mené à la création du comité scolarisation, concernant les élèves en situation de handicap ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (HDAA).

Commémoration

La LDL-Qc a à nouveau apporté son soutien au comité de commémoration de l'attentat du 29 janvier 2017. Deux membres du CA ainsi que la stagiaire en organisation communautaire ont également occupé un rôle actif au sein du comité d'organisation.

Accueil d'une stagiaire

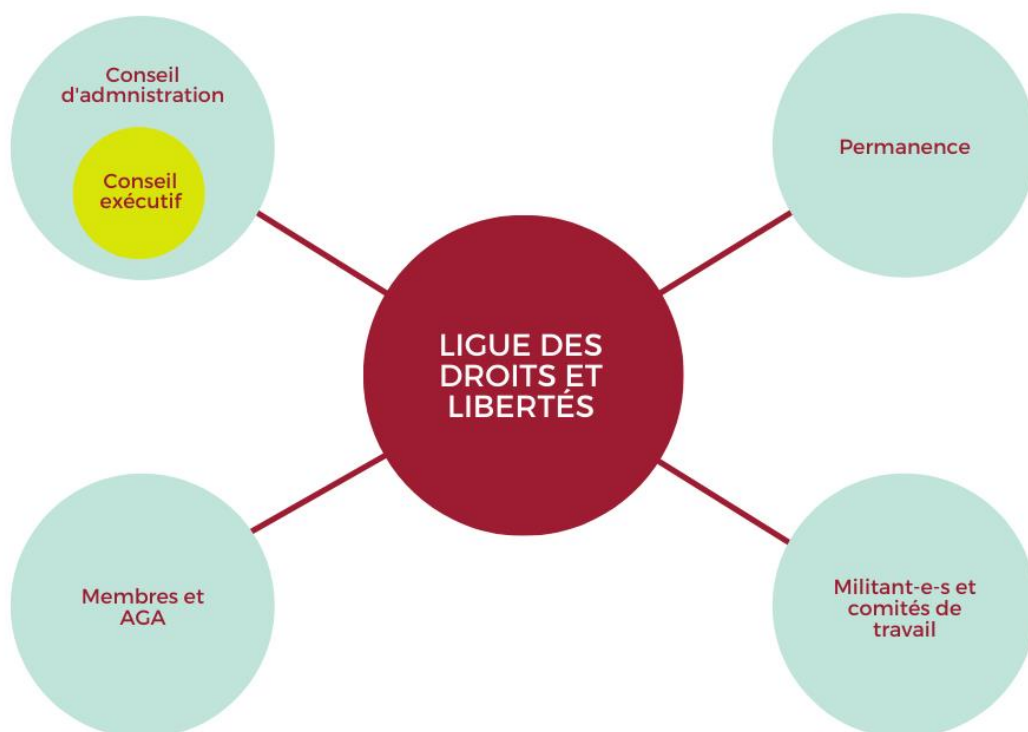
La LDL-Qc a pu accueillir une stagiaire au baccalauréat en travail social, plus précisément formée en organisation communautaire. Elle aura été présente à partir du mois de septembre, jusqu'au mois d'avril.

Grève du communautaire

Le 24 février, la LDL-Qc a pris part à la grève pour le communautaire, organisée par le RÉPAC.

6. GOUVERNANCE

6.1 INSTANCES



6.1.1 CONSEIL EXÉCUTIF

Alexandra Pierre, présidente; Philippe Néméh-Nombré, vice-président; Stéphanie Mayer, deuxième vice-présidente; Lucie Lamarche, trésorière; Pierre-Louis Fortin-Legris, secrétaire

6.1.2 CONSEIL D'ADMINISTRATION

Sam Boskey, Maryève Boyer, Martine Éloy, Pierre-Louis Fortin-Legris, Fella Hadj-Kaddour, Lucie Lamarche, Diane Lamoureux, Stéphanie Mayer, Philippe Néméh-Nombré, Amélie Nguyen, Alexandra Pierre, Jacinthe Poisson, François Saillant, Geneviève Thériault, Rodrigue Turgeon

6.1.3 ÉQUIPE DE LA PERMANENCE

Catherine Descoteaux, coordonnatrice jusqu'en mars 2022; Elisabeth Dupuis, responsable des communications, de la promotion et du contenu; Lynda Khelil, responsable de la mobilisation; Karina Toupin, adjointe à la coordination

6.2 COMITÉS DE TRAVAIL



COMITÉ LIBERTÉ D'EXPRESSION, DROIT DE MANIFESTER ET PROFILAGE POLITIQUE

Catherine Descoteaux, Jacinthe Poisson, Nicole Fillion, Véronique Fortin, Lynda Khelil

COMITÉ SURVEILLANCE DES POPULATIONS, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET MESURES ANTITERRORISTES

Silviana Cocan, Martine Éloy, Lynda Khelil, Stéphane Leman-Langlois, Dominique Peschard, Anne Pineau, Fatima Gabriela Salazar Gomez

COMITÉ RACISME SYSTÉMIQUE, EXCLUSION SOCIALE ET LAÏCITÉ DE L'ÉTAT

Michel Barrett, Sam Boskey, Maryève Boyer, Julien Caffin, Catherine Descoteaux, Martine Éloy, Fella Hadj-Kaddour, Diane Lamoureux, Louise Pelletier, Paul-Étienne Rainville, Geneviève Thériault-Lachance

COMITÉ ENVIRONNEMENT ET DROITS HUMAINS

Catherine Descoteaux, Stéphanie Mayer, Cynthia Morinville, Amélie Nguyen, Alexandra Pierre, Maude Prud'homme, Geneviève Thériault-Lachance, Rodrigue Turgeon

COMITÉ DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES

Alexandre Carrier, Catherine Descoteaux, Cynthia Morinville, Philippe Néméh-Nombré, François Saillant, Rodrigue Turgeon

COMITÉS PRATIQUES POLICIÈRES

Annie Savage (RAPSIM), Maryève Boyer, Virginie Dufresne-Lemire, Pierre-Louis Fortin-Legris, Olivier Grondin, Bertrand Guibord (CCMM-CSN), Lynda Khelil, Line Lebrun, Eléonore Loupforest, Albert Nsamirizi, Jacinthe Poisson, Alexandre Popovic (CRAP)

SOUS-COMITÉ INTERPELLATIONS POLICIÈRES

Denis Barrette, Virginie Dufresne-Lemire, Pierre-Louis Fortin-Legris, Lynda Khelil, Line Lebrun, Philippe Néméh-Nombré, Jacinthe Poisson, M'mah Touré

COMITÉ DROIT À LA SANTÉ

Marie Carpentier, Elisabeth Dupuis, Nicole Fillion, Vincent Greason, Lucie Lamarche, Lisa Leblanc

COMITÉ ENJEUX CARCÉRAUX ET DROITS DES PERSONNES EN DÉTENTION

Jean Claude Bernheim, Sylvie Bordelais, Sam Boskey, Catherine Chesnay, Raphaëlle Desvignes, Delphine Gauthier-Boiteau, Nadia Golmier, Lynda Khelil, Laurence Lallier-Roussin, feu Lucie Lemonde, Louis Machabée Desautels, Mélanie Martel, Stéphanie Mayer, Philippe Néméh-Nombré, Jacinthe Poisson

SOUS-COMITÉ PRISON LECLERC

Catherine Chesnay, Lynda Khelil, feu Lucie Lemonde, Mélanie Martel

SOUS-COMITÉ DROITS DES PERSONNES TRANS ET NON-BINAIRES INCARCÉRÉES

Catherine Chesnay, Delphine Gauthier-Boiteau, Lynda Khelil, feu Lucie Lemonde, Louis Machabée Desautels, Mélanie Martel, Sylvie Bordelais

6.3 AUTRES COMITÉS

COMITÉ D'ENCADREMENT DE LA TOURNÉE RÈGLEMENTS MUNICIPAUX ET DROIT DE MANIFESTER

Dominique Bernier (UQÀM), Catherine Descoteaux, Gabriel Dumas (MEPACQ), Nicole Fillion, Vincent Greason, feu Lucie Lemonde, Mélanie Pelletier (SAQ-UQÀM), Jacinthe Poisson

COMITÉ REVUE DROITS ET LIBERTÉS AUTOMNE 2021

Sam Boskey, Elisabeth Dupuis, Lucie Lamarche, Stéphanie Mayer, Alexandra Pierre

COMITÉ REVUE DROITS ET LIBERTÉS PRINTEMPS 2022

Silviana Cocan, Elisabeth Dupuis, Martine Éloy, Lynda Khelil, Stéphane Leman-Langlois, Stéphanie Mayer, Dominique Peschard, Anne Pineau, Fatima Gabriela Salazar Gomez

7.ANNEXE 1

LISTE DES COMMUNIQUÉS, INTERVENTIONS POLITIQUES ET JURIDIQUES, PUBLICATIONS, REPRÉSENTATIONS ET ÉVÉNEMENTS EN 2021-2022

COMMUNIQUÉS ET INTERVENTIONS MÉDIATIQUES

Droit à la santé

- Communiqué - [Pas question de « refondation » du système de santé sans reconnaissance du droit à la santé](#) - 15 mars 2022.
- Le Droit - [Pas question de « refondation » du système de santé sans reconnaissance du droit à la santé](#) - 15 mars 2022.
- Le Soleil - [Pas de "refondation" du système de la santé sans reconnaissance du droit à la santé](#) - 15 mars 2022.

Droit au logement

- Communiqué - [La Ligue des droits et libertés réclame une meilleure protection des locataires aîné-e-s](#) - 21 février 2022.
- Intervention de Philippe Néméh-Nombré à la conférence de presse du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) - 1er mars 2022.
- La Presse - [Le logement n'est pas une business comme une autre](#) - 1 mars 2022.
- Montreal Gazette - [Housing groups demand Quebec recognize fundamental right to shelter](#) - 2 mars 2022.

Droit de manifester

- Communiqué - [Nouveau site Web sur le droit de manifester](#) - 29 octobre 2021.
- Radio-Canada - [Le printemps érable a transformé la formation des futurs policiers québécois](#) - 10 février 2022.
- Radio-Canada - [Printemps érable - L'idéal amoché d'une jeunesse qui s'éveille](#) - 22 mars 2022.

Droits de l'enfant

- Communiqué - [Nouveau numéro revue Droits et libertés – Les enfants : des citoyens d'aujourd'hui porteurs de droits vivants](#) - 15 décembre 2021.
- Le Devoir - [Exposer sa progéniture sur les réseaux sociaux](#) - 11 janvier 2022.

Droits humains et pandémie

- Le Devoir - [Pour la santé publique, contre le couvre-feu](#) - 6 mai 2021.
- Communiqué - [Rapport de l'ACLC – Des « contraventions COVID » en constante augmentation](#) - 13 mai 2021.
- Radio-Canada - [L'approche répressive a aidé le Québec pour la troisième vague, selon la CAQ](#) - 13 mai 2021.

- Communiqué - [Launch of the Declaration / To End the State of Emergency in Quebec](#) - 26 mai 2021.
- Communiqué - [Lancement de la déclaration – Pour mettre fin à l'état d'urgence au Québec](#) - 26 mai 2021.
- Radio-Canada - [La Ligue des droits et libertés réclame la fin de l'état d'urgence sanitaire](#) - 26 mai 2021.
- Le Droit - [Il faut mettre fin à l'état d'urgence au Québec](#) - 26 mai 2021.
- Le Soleil - [Il faut mettre fin à l'état d'urgence au Québec](#) - 26 mai 2021.
- Le Nouvelliste - [Il faut mettre fin à l'état d'urgence au Québec](#) - 26 mai 2021.
- La Tribune - [Il faut mettre fin à l'état d'urgence au Québec](#) - 26 mai 2021.
- Journal Métro - [Il faut cesser l'état d'urgence, demande la Ligue des droits et libertés](#) - 26 mai 2021.
- Le Devoir - [Il faut mettre fin à l'état d'urgence au Québec](#) - 27 mai 2021.
- Communiqué - [Lettre au gouvernement du Québec – Pour mettre fin à l'état d'urgence au Québec](#) - 31 mai 2021.
- Communiqué - [Il est temps de déconfiner la démocratie – Le gouvernement du Québec doit lever l'état d'urgence](#) - 10 juin 2021.
- Toronto Star - [Quebec premier won't say when COVID-19 state of emergency will end](#) - 11 juin 2021.
- TVA Nouvelles - [La Ligue des droits et libertés exige la fin de l'état d'urgence sanitaire](#) - 11 juin 2021.
- LCN - [La LDL exige la fin de l'état d'urgence sanitaire](#) - 11 juin 2021.
- CMATV.ca - [Le gouvernement du Québec doit lever l'état d'urgence selon la Ligue des droits et libertés](#) - 11 juin 2021.
- Yahoo News! - [Quebec premier won't say when COVID-19 state of emergency will end](#) - 11 juin 2021.
- Montreal Gazette - [Rights group demands Quebec lift covid-19 health restrictions](#) - 11 juin 2021.
- L'Actualité - [Québec : fin de l'état d'urgence sanitaire exigée par la Ligue des droits et libertés](#) - 11 juin 2021.
- L'Actualité - [Québec: fin de l'état d'urgence sanitaire exigée par la Ligue des droits et libertés](#) - 11 juin 2021.
- La Presse - [La Ligue des droits et libertés demande la fin de l'urgence sanitaire](#) - 11 juin 2021.
- La Presse - [La Ligue des droits et libertés demande la fin de l'état d'urgence sanitaire](#) - 13 juin 2021.
- La Presse - [Il est temps de déconfiner la démocratie](#) - 13 juin 2021.
- Communiqué - [Passeport vaccinal – L'Assemblée nationale doit être consultée sans délai](#) - 9 juillet 2021.
- Montreal Gazette - [Quebec's vaccine passports may pose risks to fundamental rights, experts warn Quebec's human rights](#) - 9 juillet 2021.
- Radio-Canada - [Passeport vaccinal : la Ligue des droits et libertés craint des impacts négatifs](#) - 9 juillet 2021.
- Les Affaires - [Le statut vaccinal n'est pas un motif de congédiement](#) - 9 juillet 2021.
- CBC - [Here's what Quebec can learn from other regions with vaccination passport systems Quebec's human rights watchdog, the Ligue des droits et libertés, also has concerns about the system's impact on the rights and freedoms of Quebecers.](#) - 12 juillet 2021.
- Le Devoir - [Quand les enquêtes publiques du coroner cristallisent l'injustice](#) - 15 juillet 2021.
- Le Devoir - [Des mots pour mieux dire l'alliance des non-Blancs](#) - 19 juillet 2021.
- Communiqué - [Le passeport vaccinal : une occasion manquée de déconfiner la démocratie](#) - 9 août 2021.
- La Presse - [Passeport vaccinal | La Ligue des droits et libertés souhaite plus de consultations](#) - 9 août 2021.
- CTV News - [CTV News Montreal Rights group denounces lack of consultation on Quebec's on Québec vaccine passport](#) - 9 août 2021.
- Le Devoir - [Le passeport vaccinal fait craindre de possibles dérives](#) - 10 août 2021.
- Le Devoir - [La Ligue des droits et libertés demande au gouvernement plus de transparence](#) - 10 août 2021.

- Montreal Gazette - [Rights watchdog denounces Quebec's lack of debate on vaccine passports](#) - 10 août 2021.
- Journal de Montréal - [Les pòvres «discriminés» du passeport vaccinal](#) - 11 août 2021.
- 98.5 Montréal - [La vaccination devrait-elle être obligatoire au](#) - 11 août 2021.
- Restobiz.ca - [Quebec introducing vaccine passport from September 1 amid fierce debate](#) - 11 août 2021.
- Le Devoir - [Un débat sur le passeport vaccinal serait risqué, dit François Legault](#) - 12 août 2021.
- Le Devoir - [Et ces derniers jours, des groupes comme la Ligue des droits et libertés ont manifesté des inquiétudes quant à l'état de santé de la démocratie.](#) - 14 août 2021.
- Radio-Canada - [Passeport vaccinal : quels sont réellement les risques de sécurité](#) - 26 août 2021.
- CBC - [Quebec's vaccine passport goes into effect, limiting much of public life for those unvaccinated](#) - 1 septembre 2021.
- Communiqué - [18 mois en état d'urgence sanitaire : Il y a toujours bien des limites à confiner notre démocratie!](#) - 13 septembre 2021.
- Courrier International - [Le Québec adopte une loi contre les manifestants antivaccins](#) - 13 septembre 2021.
- Journal de Montréal - [La Ligue des droits et libertés demande la levée de l'état d'urgence sanitaire.](#) - 13 septembre 2021.
- La Presse - [Manifestations « en lien avec les mesures sanitaires »](#) - 13 septembre 2021.
- Le Point - [Québec : une loi pour limiter les manifestations antivax](#) - 13 septembre 2021.
- Radio-Canada - [Crise sanitaire : la Ligue des droits et libertés exige la fin de l'état d'urgence](#) - 13 septembre 2021.
- TVA Nouvelles - [La Ligue des droits et libertés demande la levée de l'état d'urgence sanitaire](#) - 13 septembre 2021.
- Communiqué - [Projet de loi pour interdire des manifestations en lien avec la pandémie de la COVID-19 – Entre amalgames et polarisation](#) - 23 septembre 2021.
- Journal de Québec - [Manifestations contre les mesures sanitaires: le projet de loi décrié par la Ligue des droits et libertés](#) - 23 septembre 2021.
- TVA Nouvelles - [Manifestation contre les mesures sanitaires: le projet de loi décrié par la Ligue des droits et libertés](#) - 23 septembre 2021.
- Journal de Québec - [Manifestations contre les mesures sanitaires: le projet de loi décrié par la Ligue des droits et libertés](#) - 24 septembre 2021.
- TVA Nouvelles - [«On a tu le droit d'aller à l'école sans se faire écœurer par des bozos](#) - 24 septembre 2021.
- Journal de Montréal - [Laissez les enfants en paix](#) - 25 septembre 2021.
- Pivot Médias - [Legault prolongera l'état d'urgence jusqu'en 2022](#) - 19 octobre 2021.
- La Presse - [Les droits de la personne mis à mal](#) - 21 octobre 2021.
- Journal de Montréal - [Des organisations demandent la levée de l'urgence sanitaire](#) - 19 novembre 2021.
- TVA Nouvelles - [La levée de l'urgence sanitaire réclamée](#) - 19 novembre 2021.
- Communiqué - [Le couvre-feu ne doit pas faire partie du coffre à outils du gouvernement Legault](#) - 30 décembre 2021.
- Le Soleil - [Fermeture des salles à manger: «le pire des scénarios», disent les restaurateurs](#) - 31 décembre 2021.
- Global News - [Restaurants, rights groups denounce Quebec curfew, experts say it's necessary](#) - 1 janvier 2022.
- Radio-Canada - [Place publique](#) - 3 janvier 2022.
- La Presse - [Le Collège des médecins plaide pour des mesures plus strictes pour les non vaccinés](#) - 8 janvier 2022.
- CJAD 800 AM - [Quebec College of Physicians Calls for Stricter Measures for the Unvaccinated](#) - 8 janvier 2022.

- Le Devoir - [Le Collège des médecins plaide pour des mesures plus strictes pour les non vaccinés](#) - 9 janvier 2022.
- Montreal Gazette - [Quebec College of Physicians calls for stricter measures for the unvaccinated](#) - 9 janvier 2022.
- La Tribune - [Passeport vaccinal dans les épiceries: les marchands disent non!](#) - 9 janvier 2022.
- Communiqué - [Contribution santé et 5e vague COVID-19 – L'approche punitive et paternaliste du gouvernement du Québec](#) - 12 janvier 2022.
- Le Devoir - [Québec imposera une «contribution santé» pour les adultes non vaccinés](#) - 12 janvier 2022.
- Le Devoir - [La tentation de la répression](#) - 13 janvier 2022.
- Le Devoir - [Les droits et libertés, à mettre en oeuvre collectivement](#) - 15 janvier 2022.
- Pivot Médias - [Le gouvernement se prépare-t-il à inscrire durablement ses pouvoirs d'urgence dans la loi?](#) - 10 février 2022.
- CBC News - [Inmates, advocates denounce 'inhuman' 24/7 COVID-19 lockdowns at Quebec's Leclerc jail](#) - 11 février 2022.
- Radio-Canada - [Des dizaines de milliers de contraventions distribuées pour gérer la pandémie](#) - 11 mars 2022.
- Communiqué - [Le projet de loi 28, une prolongation masquée de l'état d'urgence sanitaire](#) - 16 mars 2022.
- Pivot Médias - [COVID-19 : Les policiers ont distribué 123 amendes sanitaires par jour l'an dernier au Québec](#) - 17 mars 2022.
- Communiqué - [Le PL 28 est une illusion. L'état d'urgence continue](#) - 6 avril 2022.
- Journal Métro - [PL 28: «l'illusion» d'une fin de l'état d'urgence, dit la Ligue des droits](#) - 6 avril 2022.
- Pivot Médias - [Fin de l'urgence sanitaire : un « pitoyable tour de passe-passe » qui protège les pouvoirs spéciaux du gouvernement](#) - 7 avril 2022.

Environnement

- Le Devoir - [Une coûteuse protection de l'environnement](#) - 30 octobre 2021.

Peuples autochtones

- Le Soleil - [Droits humains et droits des Peuples autochtones : au cœur des luttes contre les changements climatiques](#) - 14 août 2021.
- Communiqué - [La LDL se rappelle – 1er anniversaire du décès de Joyce Echaquan](#) - 28 septembre 2021.

Police

- Communiqué - [Réaction préliminaire de la LDL et la CRAP / Publication du Rapport du Comité consultatif sur la réalité policière](#) - 25 mai 2021.
- CBC News - [Quebec's police watchdog under scrutiny once again after court questions its impartiality](#) - 11 juin 2021.
- CBC News - [Quebec police officer charged with assault, in 1st for watchdog](#) - 15 juin 2021.
- Yahoo News! - [Quebec police officer charged with assault, in 1st for watchdog](#) - 15 juin 2021.
- Journal Métro - [Pierre Coriolan: le coroner souhaite «changer le milieu policier»](#) - 26 août 2021.
- Communiqué - [Bureau des enquêtes indépendantes : Publication du contenu des rapports d'enquête & retrait du pouvoir discrétionnaire en matière d'infractions à caractère sexuel](#) - 16 septembre 2021.
- Communiqué - [Encore plus de caméras de surveillance du SPVM – La sécurité publique ne doit pas passer par la sur-surveillance des populations](#) - 25 octobre 2021.

- Journal de Montréal - [Le SPVM installera neuf nouvelles caméras de surveillance](#) - 25 octobre 2021.
- TVA Nouvelles - [Le SPVM installera neuf nouvelles caméras de surveillance](#) - 25 octobre 2021.
- CBC News - [Montreal police to set up 9 new cameras in public spaces](#) - 27 octobre 2021.
- Bradford Today - [Quebec City police investigating two more violent arrests caught on video](#) - 2 décembre 2021.
- Radio-Canada - [Des citoyens demandent au maire Marchand de s'attaquer à la brutalité policière](#) - 4 décembre 2021.
- Communiqué - [Le BEI dépend des corps de police pour déclencher une enquête « indépendante » / Enquêtes sur blessures graves lors d'interventions policières](#) - 7 décembre 2021.
- Le Nouvelliste - [Une autre enquête du BEI sur une intervention de la police de Québec](#) - 7 décembre 2021.
- Communiqué - [La répression policière pour gérer la pandémie : un choix politique et arbitraire](#) - 10 mars 2022.
- Journal de Montréal - [Pandémie: 22 000 constats d'infraction pour non-respect du couvre-feu](#) - 11 mars 2022.
- Communiqué - [Prochain-e directeur-trice du SPVM – Un processus de sélection transparent et participatif à mettre en place par la Ville de Montréal](#) - 15 mars 2022.
- Le Devoir - [Sylvain Caron quittera son poste au SPVM le 22 avril](#) - 16 mars 2022.
- Le Devoir - [Prison Leclerc : la saga a assez duré](#) - 9 mars 2022.

Racisme

- Communiqué - [Profilage racial par le SPVQ – Reconnaissance du profilage racial et enquête indépendante requises](#) - 2 décembre 2021.
- Le Devoir - [La polarisation numéro 1](#) - 5 mai 2021.
- Journal de Montréal - [MBC dans Paris-Match](#) - 5 mai 2021.
- La Presse - [Quand les murs s'effritent](#) - 8 mai 2021.

Surveillance

- Journal de Montréal - [Le SPVM ajoute des caméras à son réseau](#) - 23 février 2022.
- Journal Métro - [Racisme systémique: les nouvelles caméras de surveillance pointées du doigt](#) - 2 mars 2022.
- CBC News - [Montreal police to install playground cameras, blindsiding local community groups](#) - 3 mars 2022.

INTERVENTIONS POLITIQUES ET JURIDIQUES

I. INTERVENTIONS DEVANT LES INSTANCES CANADIENNES, QUÉBÉCOISES ET AUTRES

- Appel téléphonique auprès de Louis Breault, directeur adjoint du cabinet de la vice-première ministre et ministre de la Sécurité publique au sujet de la nécessité d'adopter rapidement le règlement en vertu des articles 125.1 et 168.1 de la *Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès*, 20 mai 2021.
- Rencontre avec Isabelle Melançon, députée de Verdun et porte-parole de l'opposition officielle en matière de condition féminine, au sujet des conditions de détention des femmes incarcérées à l'Établissement de détention Leclerc de Laval, 31 mai 2021.

- Participation à une consultation sur invitation de la Commission du développement social et de la diversité montréalaise de Montréal, au sujet des mécanismes de reddition de compte quant au plan d'action de la Ville en matière de lutte au racisme et aux discriminations systémiques, 8 juin 2021.
- Rencontre en visioconférence avec Alexandre Leduc, député d'Hochelaga-Maisonneuve et porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière de sécurité publique, au sujet du projet de règlement en vertu des articles 125.1 et 168.1 de la *Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès*, 15 juin 2021.
- Appels téléphoniques au cabinet du premier ministre, à des député-e-s de l'opposition et à la Direction de la santé publique, au sujet de l'imposition du passeport vaccinal et de ses impacts sur le droit de manifester, 16-21 septembre 2021.
- Rencontre avec Jennifer Maccarone, députée de Westmount-Saint-Louis et porte-parole de l'opposition officielle pour les personnes vivant avec un handicap ou avec le spectre de l'autisme et pour la communauté LGBTQ2, au sujet des travaux de la LDL sur le droit à la santé et les droits des personnes en situation de handicap, 8 novembre 2021.
- Rencontre avec l'équipe aux droits de la personne et aux affaires autochtones de la direction des organisations et des forums internationaux du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF), 17 mars 2022.
- Question soumise lors de la période de questions du public du Conseil municipal de la Ville de Montréal, au sujet du processus de sélection du nouveau directeur, de la nouvelle directrice du Service de police de la Ville de Montréal, 25 avril 2022.
- Questions soumises lors de la période de questions du public de la séance publique de la Commission de la sécurité publique et de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise de la Ville de Montréal intitulée *Racisme et discriminations systémiques - Reddition de comptes*, 29 mars 2022.
- Mémoire et audition publique devant la Commission de la santé et des services sociaux de l'Assemblée nationale du Québec au sujet du projet de loi 28, *Loi visant à mettre fin à l'état d'urgence sanitaire*, 6 avril 2022.
- Mémoire sur les technologies de reconnaissance faciale déposé devant le Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique de la Chambre des communes du Canada, 15 avril 2022.
- Question soumise lors de la période de questions du public du Conseil municipal de la Ville de Montréal, au sujet de la composition de la Commission de la sécurité publique et de l'ajout de deux membres indépendants ayant une expertise en matière de droits et libertés, 25 avril 2022.

II. LETTRES ET CAMPAGNE DE LETTRES

- Lettre de suivi au directeur du Bureau des enquêtes indépendantes (BEI), Pierre Goulet, au sujet de la mise en œuvre des recommandations de notre rapport *Regards critiques sur les trois premières années d'activité du BEI*, 4 mai 2021.
- Lettres aux trois partis d'opposition de l'Assemblée nationale, au sujet de l'inaction du gouvernement quant aux conditions de détention inacceptables des femmes à la prison Leclerc, à Laval, 4 mai 2021.
- Lettre à la ministre de la Sécurité publique, Geneviève Guilbault, appuyée par 60 organisations, lui demandant d'adopter rapidement le règlement en vertu des articles 125.1 et 168.1 de la *Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès*, pour que l'État assume les frais de représentation juridique des familles reconnue comme personnes intéressées lors des enquêtes publiques du coroner sur le décès d'un proche lors d'une intervention policière, 19 mai 2021.

- Lettre au gouvernement du Québec demandant la levée de l'état d'urgence sanitaire en vigueur depuis quatorze mois, 30 mai 2021.
- Correspondance par courrier électronique à tous et toutes les ministres et député-e-s de l'Assemblée nationale au sujet de la déclaration de la LDL intitulée *Il faut mettre fin à l'état d'urgence au Québec*, appuyée par 37 organisations, 30 mai 2021.
- Correspondance par courrier électronique au cabinet de la ministre de la Sécurité publique, en suivi de la demande du 19 mai d'adopter rapidement le règlement en vertu des articles 125.1 et 168.1 de la *Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès*, 2 et 9 juin 2021.
- Lettre de réponse à la ministre de la Sécurité publique, Geneviève Guilbault, et à la sous-ministre associée à la Direction générale des services correctionnels, Line Fortin, au sujet des conditions de détention à la prison Leclerc, 7 juin 2021.
- Correspondance par courrier électronique au cabinet du premier ministre François Legault au sujet de la déclaration de la LDL intitulée *Il faut mettre fin à l'état d'urgence au Québec*, appuyée par 60 organisations, 10 juin 2021.
- Lettre à la Commission d'accès à l'information au sujet du rapport d'enquête sur l'entreprise *Clearview AI* offrant des services de reconnaissance faciale, 17 juin 2021.
- Lettre au Commissariat à la protection de la vie privée du Canada au sujet du rapport d'enquête sur l'entreprise *Clearview AI* offrant des services de reconnaissance faciale, 17 juin 2021.
- Lettre à la Protectrice du citoyen au sujet des droits des femmes incarcérées à l'Établissement de détention Leclerc de Laval, 2 juillet 2020.
- Lettre au ministre des Affaires étrangères Marc Garneau et au premier ministre Justin Trudeau pour demander une action urgente afin de protéger les défenseurs et défenderesses des droits humains, les journalistes et les membres de la société civile en danger en Afghanistan, co-rédigée par la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) et l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT), 20 août 2021.
- Lettre aux partis d'opposition à l'Assemblée nationale au sujet de notre demande à la ministre de la Sécurité publique d'adopter rapidement le règlement en vertu des articles 125.1 et 168.1 de la *Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès*, 25 août 2021.
- Lettre à la ministre de la Sécurité publique, Geneviève Guilbault, et à la sous-ministre associée à la Direction générale des services correctionnels, Line Fortin, au sujet des conditions de détention et du droit à l'égalité des personnes incarcérées trans et non binaires, 13 septembre 2021.
- Lettre au premier ministre du Québec, François Legault, demandant la levée de l'état d'urgence sanitaire décrété le 13 mars 2020, 20 octobre 2021.
- Lettre à la coroner en chef, Pascale Descary, au sujet de la représentation juridique des familles lors des enquêtes publiques du coroner à la suite d'un décès lors d'une intervention policière, 14 octobre 2021.
- Lettre à la ministre de la Sécurité publique, Geneviève Guilbault, et à la sous-ministre associée à la Direction générale des services correctionnels, Line Fortin, au sujet du non-respect des obligations incombant au ministère de la Sécurité publique quant au partage des dossiers aux personnes incarcérées, conjointement avec l'Association des avocats carcéralistes progressistes (AAPC), 27 octobre 2021.
- Lettre au chef du deuxième groupe d'opposition, Gabriel Nadeau-Dubois, et au porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière de sécurité publique, André Fontecilla, au sujet de l'absence de mécanisme d'enquête indépendant sur les interventions policières, 2 décembre 2021.

- Lettre au premier ministre du Québec, François Legault, à la ministre de la Sécurité publique, Geneviève Guilbault, au ministre de la Santé et des services sociaux, Christian Dubé, et au directeur national de la santé publique, Dr Horacio Arruda, au sujet de la nouvelle vague de COVID-19 liée au variant Omicron dans les établissements de détention du Québec et des droits et la santé des personnes incarcérées, 22 décembre 2021.
- Lettre au premier ministre du Québec, François Legault, au ministre de la Santé et des Services sociaux, Christian Dubé, et au directeur national de la santé publique, Dr Horacio Arruda, demandant de ne pas instaurer un deuxième couvre-feu sur le territoire québécois dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, 31 décembre 2021.
- Lettre au directeur national de la santé publique, Dr Luc Boileau, à la conseillère médicale stratégique de la direction générale de la santé publique, Dre Marie-France Raynault, et aux directrices et directeurs régionaux de la santé publique de Montréal, Laval, la Montérégie et les Laurentides, au sujet des conditions de détention dans les établissements carcéraux du Québec dans le contexte de la nouvelle vague de COVID-19 liée au variant Omicron, 4 février 2022.
- Lettre à la mairesse de Montréal, Valérie Plante, au responsable de la sécurité publique au comité exécutif, Alin Vaillancourt, et à la présidence de la Commission de la sécurité publique, Daphney Colin, demandant un processus de sélection du prochain directeur ou de la prochaine directrice du SPVM qui soit transparent et participatif, 16 mars 2022.
- Lettre au ministre de la Santé et des Services sociaux, Christian Dubé, concernant le droit à la santé et le *Plan pour mettre en œuvre les changements nécessaires en santé* annoncé le 29 mars par le gouvernement du Québec, 26 avril 2022.
- Lettre au maire de la Ville de Québec, Bruno Marchand, concernant le droit de manifester et demandant l'abrogation de l'article 19.2 du Règlement 1091 invalidé par les tribunaux, conjointement avec la LDL-section de Québec, 28 avril 2022.

III. APPUIS

- Appui à la [campagne de courriels](#) du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLACQ) demandant à la ministre de l'Habitation, Andrée Laforest, d'instaurer des mesures de contrôle des loyers, 18 mai 2021.
- Appui à la [déclaration](#) de la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), intitulée *Cinq mesures immédiates et concrètes pour mettre fin à l'oppression des Palestiniens par Israël*, 26 mai 2021.
- Appui au Pacte d'inclusion québécois demandant l'inclusion et refusant le racisme et les discriminations systémiques au Québec, 18 juin 2021.
- Appui à la [déclaration](#) de la FIDH demandant la création d'un nouveau rapporteur spécial sur les droits de l'homme et le changement climatique, 18 juin 2021.
- Appui à une [lettre ouverte](#) collective demandant au premier ministre Justin Trudeau de rencontrer la société civile haïtienne afin de la soutenir dans son processus de décolonisation, 6 août 2021.
- Appui à la [lettre](#) d'un groupe de professeur-e-s de l'École supérieure d'affaires publiques et internationales à l'Université d'Ottawa intitulée « *Open letter on Afghan refugee protection and resettlement to Canada* », 20 août 2021.
- Appui à la lettre de la Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles (CSILC) dénonçant le projet de loi fédérale sur les *contenus préjudiciables en ligne*, 21 septembre 2021.
- Appui à la [lettre ouverte](#) à l'Association des intervenants en dépendance du Québec et *al.*, à l'intention du premier ministre Justin Trudeau, demandant la décriminalisation de la possession simple de drogue

partout au Canada et d'éliminer toutes les sanctions pénales et pénalités liées à la possession simple de drogue et d'offrir un soutien et des ressources pour faciliter l'accès à un approvisionnement sûr à l'échelle nationale, 24 octobre 2021.

- Appui à la [déclaration](#) du collectif Échec à la guerre qui demande que le Canada ratifie le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, 24 octobre 2021.
- Appui à la [campagne](#) du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) en faveur d'une politique québécoise en habitation basée sur le droit au logement, 8 novembre 2021.
- Appui à la [lettre](#) du Réseau canadien sur la reddition de compte des entreprises (RCRCE) sur la création d'une législation canadienne sur la diligence raisonnable en matière de droits humains et de l'environnement, 8 novembre 2021.
- Appui à la [pétition](#) du Front commun pour la transition énergétique « Fini les cadeaux à l'industrie pétrolière et gazière », 22 novembre 2021.
- Appui à la lettre de la *Canadian Feminist Alliance for International Action* (FAFIA) demandant au premier ministre Justin Trudeau notamment de respecter la décision du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale de l'ONU en suspendant immédiatement les travaux sur le gazoduc Coastal GasLink, le projet de prolongement du pipeline Trans Mountain et le barrage du site C jusqu'à ce qu'un consentement libre, préalable et éclairé soit obtenu des peuples autochtones, 23 novembre 2021.
- Appui à la [campagne](#) de CCLA pour demander une réforme du système de casiers judiciaires au Canada, 24 novembre 2021.
- Appui à la [lettre ouverte](#) du Collectif Échec à la guerre contre les ventes d'armes canadiennes à l'Arabie saoudite, 29 novembre 2021.
- Appui à la [campagne de courriels](#) du FRAPRU *Demande urgente d'investissements dans le programme AccèsLogis*, 9 décembre 2021.
- Appui à la [lettre ouverte](#) du Comité Accès Garderies *Discrimination dans l'accès aux services de garde depuis 2018 : c'est assez !* qui demande de rétablir l'accès aux services de garde subventionnés aux familles demandeuses d'asile, 24 mars 2022.
- Appui à la [lettre](#) du Centre international de solidarité ouvrière *La discrimination des travailleuses domestiques est maintenue*, qui dénonce le fait que la *Loi modernisant le régime de santé et de sécurité au travail* perpétue l'exclusion de milliers de travailleuses domestiques aux indemnités en cas d'accident ou de maladie du travail, 5 avril 2022.
- Appui à la [déclaration collective](#) de l'Association canadienne des libertés civiles pour demander une enquête publique et transparence sur l'usage de la *Loi sur les mesures d'urgence par le gouvernement fédéral* en février, 8 avril 2022.
- Appui à la campagne [Ensemble contre l'apartheid](#) de Voix juives indépendantes Canada, 12 avril 2022.
- Appui à la [demande](#) de la Première Nation de Long Point acheminée au gouvernement du Québec le 21 mars dernier afin qu'elle puisse réaliser sa propre évaluation des impacts du projet de Sayona Mining affectant son territoire ancestral non cédé et qu'une étude cumulative des impacts des activités minières du promoteur soit réalisée, 14 avril 2022.
- Appui la [demande](#) de la Coalition Québec meilleure mine pour que le gouvernement du Québec interdise le déversement de déchets miniers dans les lacs du Québec, 14 avril 2022.
- Appui à la [lettre collective](#) appelant à signer la pétition pour le respect des droits des locataires des résidences privées pour aîné-e-s en ligne sur le site Web de l'Assemblée nationale, 29 avril 2022.

IV. AUTRES FORMES D'INTERVENTION, Y COMPRIS INDIRECTES

- Poursuite de la participation au groupe de travail du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) de la Ville de Montréal sur la révision des règlements municipaux pouvant induire du profilage racial et social, direct ou indirect, en cours depuis 2019.

PUBLICATIONS

I. REVUE

- Dossier spécial *Droits et handicaps*, printemps/été 2021.
- Dossier spécial *Droits de l'enfant*, automne 2021/hiver 2022.

II. OUTILS DE SENSIBILISATION

- Brochure *Le droit à la santé : Pour une reprise en main collective de notre régime de santé*, 19 mai 2021.
- Page en ligne *Questions et réponses sur les manifestations limitées en ligne avec la COVID-19*, dans la foulée de l'adoption par l'Assemblée nationale de la Loi 105, *Loi établissant un périmètre aux abords de certains lieux afin d'encadrer les manifestations en lien avec la pandémie de la COVID-19*, 12 octobre 2021.
- Outil *Technologies de reconnaissance faciale et droits humains*, version en ligne, 29 avril 2022.

III. INFOLETTRE

- 20 infolettres régulières envoyées aux membres et aux sympathisant-e-s inscrit-e-s à la liste de contacts.
- 19 infolettres spéciales envoyées aux membres et aux sympathisant-e-s inscrit-e-s à la liste de contacts.

IV. VIDÉOS

- Capsule vidéo *À quoi servent vos dons?* dans le cadre de la campagne de financement 2021-2022, octobre 2021.
- Capsule vidéo *Les enfants ont des droits!* dans le cadre du concours pour illustrer la revue *Droits de l'enfant*, novembre 2021.

V. CARNETS

- [La santé pour tous les enfants du Québec, quel que soit leur statut migratoire](#) - Janet Foyle, chargée du plaidoyer, Médecins du Monde Canada - 3 mai 2021
- [Les femmes : les oubliées du projet de loi 59](#) - Kimmyanne Brown, coordonnatrice Droits du travail, Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) - 6 mai 2021
- [Comment le couvre-feu met la vie de milliers de personnes en danger](#) - Émilie Roberge, Table des organismes communautaires montréalais de lutte contre le sida (TOMS) - 13 mai 2021
- [Semaine québécoise des personnes handicapées: parlons des vrais enjeux](#) - Jérôme Saunier - 17 juin 2021

- [Oui, nous voulons littéralement dire « abolir les frontières 1 »](#) – Fantasma sécuritaire - Rémy-Paulin Twahirwa - 19 juillet 2021
- [Oui, nous voulons littéralement dire « abolir les frontières 2 »](#) – Les prisons-frontières - Rémy-Paulin Twahirwa - 21 juillet 2021
- [Oui, nous voulons littéralement dire « abolir les frontières 3 »](#) – Capitalisme carcéral - Rémy-Paulin Twahirwa - 22 juillet 2021
- [L'encadrement légal de la prostitution : comment mieux protéger les droits des travailleuses du sexe au Québec ?](#) – Marie-Pier Jolicoeur - 9 août 2021
- [Un enjeu de société : la liberté académique dans le milieu universitaire](#) – Lucie Lamarche - 30 août 2021
- [Pas de piqûre? Pas de travail!](#) – Arnold Aberman - 7 octobre 2021
- [Pour des villes où les personnes handicapées se sentent chez elles](#) – Jérôme Saunier - 21 octobre 2021
- [Projet de loi 96 : L'obligation de communiquer en français ne devrait pas s'appliquer aux services essentiels](#) – Janet Cleveland, Jill Hanley de l'Institut SHERPA et collectif - 26 novembre 2021
- [Projet de loi 96 : le recours à la clause dérogatoire des Chartes québécoise et canadienne des droits et libertés](#) – Michel Barrett - 7 décembre 2021
- [Comment mettre fin à l'état d'urgence sanitaire sans y mettre fin : la stratégie du maître des illusions](#) – Lucie Lamarche - 17 mars 2022
- [À Québec, une modification réglementaire inquiétante pour le droit de manifester](#) – Jacinthe Poisson - 14 avril 2022

REPRÉSENTATIONS

- Intervention d'Alexandra Pierre lors de l'assemblée générale du Conseil central du Montréal métropolitain – CSN, à propos des inégalités mises en lumière par la pandémie, les effets des mesures sanitaires ainsi que la gestion du gouvernement Legault, 5 mai 2021.
- Intervention de Lucie Lemonde à titre de panéliste lors d'un webinaire sur les impacts de la COVID-19 en détention, organisé par la Société John Howard du Québec, 1^{er} juin 2021.
- Intervention de Martine Éloy lors de l'assemblée générale annuelle de la Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie, à propos du racisme systémique, 20 octobre 2021.
- Intervention de Lucie Lamarche dans le cadre d'un cours les pratiques sociales indirectes à l'Université Laurentienne, 28 octobre 2021.
- Intervention de Blanche Roy lors d'une manifestation devant les bureaux du député de Gatineau concernant l'application de la loi 21, 14 décembre 2021.
- Intervention de Lucie Lamarche lors de la manifestation pour une politique globale et des investissements pour le droit au logement organisée par le FRAPRU, 2 avril 2022.
- Participation de Lucie Lamarche au comité aviseur du colloque Après la pandémie: austérité, relance ou transition?, tenu les 17-18 février 2022.
- Intervention de Lucie Lamarche dans le cadre d'une conférence Les droits sociaux, aujourd'hui et demain, le 19 avril 2022.

ATELIERS DE FORMATION

- Atelier *Le racisme systémique... parlons-en!*, pour la Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université, par Diane Lamoureux, 18 mai 2021.
- Atelier *Le droit à la santé* pour le Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (MEPAL), par Lucie Lamarche, 21 septembre 2021.

- Atelier *Introduction aux droits humains* pour l'organisme Ex Aequo, par Lucie Lamarche, 13 décembre 2021.
- Atelier *Le racisme systémique... parlons-en!* pour le Conseil scolaire public du Grand Nord de l'Ontario, par Martine Éloy, 26 novembre 2021.
- Atelier *Le racisme systémique... parlons-en!* pour le centre d'artistes OBORO, par Martine Éloy, 2 décembre 2021.
- Atelier *Le racisme systémique... parlons-en!* pour le Centre UNITE, par Diane Lamoureux, 16 février 2022.
- Ateliers *Le racisme systémique... parlons-en!* pour l'équipe des employé-e-s et de parlementaires de Québec Solidaire, par Martine Éloy et Diane Lamoureux, mars 2022.
- Atelier *Le racisme systémique... parlons-en!*, dans le cadre d'un cours de l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information, par Diane Lamoureux, 14 mars 2022.
- Atelier *Le droit de manifester : les règlements municipaux sous la loupe* pour les membres de la Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire (TROVEP) de Montréal, par Jacinthe Poisson, Nicole Filion et Mariska Dascine, 15 mars 2022.
- Atelier *Le droit de manifester : les règlements municipaux sous la loupe* pour les membres du Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (MEPAL), par Jacinthe Poisson, Nicole Filion et Mariska Dascine, 5 avril 2022.
- Atelier *Le droit de manifester : les règlements municipaux sous la loupe* pour les membres de la Table des groupes populaires Côte-Nord, par Jacinthe Poisson, 20 avril 2022.
- Atelier *Le racisme systémique... parlons-en!* dans le cadre de la Semaine des sciences humaines au Cégep de Drummondville, par Martine Éloy, 20 avril 2022.

CONFÉRENCES, WEBINAIRES, SÉMINAIRES, TABLES RONDES, ÉVÉNEMENTS

- Visioconférence *Le colonialisme médical au Québec : plus aucun enfant autochtone arraché*, en collaboration avec Dr Samir Shaheen-Hussain et Amnistie internationale Canada francophone, 12 mai 2021.
- Lancement virtuel de la brochure *Le droit à la santé : Pour une reprise en main collective de notre régime de santé*, 19 mai 2021.
- Table ronde *Pour en finir avec le colonialisme médical au Québec*, en collaboration avec Dr Samir Shaheen-Hussain et Amnistie internationale Canada francophone, 2 juin 2021.
- Lancement virtuel du numéro *Droits & Handicaps* de la revue *Droits et libertés*, 9 juin 2021.
- Visioconférence sur les 20 ans des attentats du 11 septembre 2001 intitulée *Mesures d'exception : quels impacts pour l'état de droit*, 9 septembre 2021.
- Concours de dessins sur les droits des enfants, pour illustrer le numéro *Tous les enfants ont des droits!* de la revue *Droits et libertés*, octobre 2021.
- Facebook Live sur le droit de manifester et la liberté d'expression dans la foulée de l'adoption par l'Assemblée nationale de la Loi 105, *Loi établissant un périmètre aux abords de certains lieux afin d'encadrer les manifestations en lien avec la pandémie de la COVID-19*, 5 octobre 2021.
- Soirée d'accueil virtuelle des nouveaux et nouvelles membres de la LDL, 12 octobre 2021.

- Lancement virtuel du nouveau site Web, www.droitdemanifester.ca, en collaboration avec le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MEPACQ) et le Service aux collectivités de l'Université du Québec à Montréal, 26 octobre 2021.
- Visioconférence *L'attentat de la Grande Mosquée de Québec – Où en est le Québec dans sa lutte contre l'islamophobie ?*, 25 janvier 2022.
- Lancement virtuel du numéro *Tous les enfants ont des droits!* de la revue *Droits et libertés*, dans le cadre d'une table-ronde intitulée *Quelle participation citoyenne des jeunes? À l'école, dans la ville et l'espace public.*, 15 février 2022.
- Webinaire *Pandémie, répression policière et judiciarisation* en collaboration avec l'Observatoire des profilages, 13 avril 2021.